

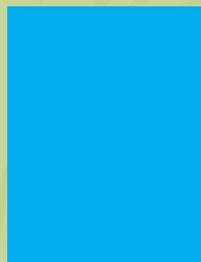


ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO



# SUSCITER L'UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS L'ESPACE CEDEAO

Documentation du processus consultatif



[www.ecowas.int](http://www.ecowas.int)

Cette publication a été produite avec l'appui financier de l'Union européenne (UE) et du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) dans le cadre du projet GIZ relatif à l'Architecture et l'Opérations de paix et de sécurité de la CEDEAO. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne reflète pas nécessairement les vues de l'UE et du BMZ.

**Auteurs:**

Caleb Gichuhi, BuildUp

Révision graphique : Wild Ginger

Impression : AbeySteph Globalink Prints

© : 2021 Commission de la CEDEAO, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Date : Octobre 2021

# TABLE DES MATIÈRES

<b>APERÇU</b>	<b>4</b>
<b>MÉTHODOLOGIE</b>	<b>6</b>
<b>RÉSULTATS</b>	<b>6</b>
<b>REPENSER LE DIALOGUE AVEC LA JEUNESSE DANS LE CADRE DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX</b>	<b>9</b>
1.1. Que fait-on en Afrique de l'Ouest ?	9
1.2. Que fait-on dans le monde ?	11
1.3. Les défis au plan régional	11
1.4. Les opportunités régionales	12
<b>OPTIMISATION DES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE</b>	<b>13</b>
2.1. Que fait-on en Afrique de l'Ouest ?	13
2.2. Que fait-on dans le monde ?	15
2.3. Les défis au plan régional	15
2.4. Les opportunités régionales	16
<b>LUTTE CONTRE LES RÉCIFS NÉFASTES DIFFUSÉS EN LIGNE</b>	<b>18</b>
3.1. Que fait-on en Afrique de l'Ouest ?	18
3.2. Que fait-on dans le monde ?	20
3.3. Les défis au plan régional	20
3.4. Les opportunités régionales	21
<b>MÉDIATION NUMÉRIQUE</b>	<b>23</b>
4.1. Que fait-on en Afrique de l'Ouest ?	23
4.2. Que fait-on dans le monde ?	23
4.3. Les défis au plan régional	24
4.4. Les opportunités régionales	25
<b>RECOMMANDATIONS</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE 1. 28</b>	

# APERÇU



Espen Røst Bistandsaktuelt

Les conflits violents demeurent un problème majeur dans le monde d'aujourd'hui et représentent un obstacle majeur au développement. En effet, ils entraînent d'immenses conséquences sociales, économiques et politiques négatives<sup>1</sup>. Ces conséquences ont été identifiées comme les principaux moteurs de la pauvreté et du sous-développement<sup>2</sup> dans différents pays. Au niveau mondial, l'Afrique subsaharienne reste l'une des régions les plus touchées<sup>3</sup>.<sup>4</sup> En réponse à cette situation, le nombre d'acteurs de la consolidation de la paix s'est accru, notamment les agences internationales et régionales ainsi que les organisations locales et les missions diplomatiques, qui ont eu une influence croissante sur l'espace de consolidation de la paix au cours des dernières décennies.<sup>5</sup> En Afrique de l'Ouest en particulier, la fin des années 90 et le début des années 2000

ont vu la mise en place de mécanismes de consolidation de la paix et de documents fondateurs tels que le protocole de 1999 relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité. C'est à partir de ce protocole qu'a été créé le plus grand système d'alerte précoce et de réponse en Afrique de l'Ouest, à savoir ECOWARN. Le protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance de 2001 a complété le protocole de 1999. Cette même période a également vu l'émergence d'acteurs régionaux de la consolidation de la paix tels que le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP) créé en 1998, le Réseau d'action ouest-africain sur les armes légères (WAANSA) mis en place en 2002 et le Réseau ouest-africain pour la sécurité et la gouvernance démocratique (WANSED) créé en 2004<sup>6</sup>. Depuis

1 UNESCO. (2011). La crise cachée : Conflits armés et éducation. Paris : UNESCO

2 Stewart, F., Holdstock, D., & Jarquin, A. (2002). Les causes profondes des conflits violents dans les pays en développement, *BMJ*, 324(7333), pp. 342-345.

3 Fang, X., Kothari, S., McLoughlin, C., & Yenice, M. (2020). Les conséquences économiques des conflits en Afrique subsaharienne. Document de travail du FMI

4 CRDI (2020). Rapport mondial sur les déplacements internes -GRID. Disponible ici : <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2020-IDMC-GRID.pdf>. Consulté le 25 octobre 2021

5 Anderson, M. B., & Olson, L. (2003). *Se confronter à la guerre. Les leçons critiques pour les artisans de la paix*. Cambridge MA: La collaboration en vue d'une action pour le développement.

6 Ebo, A. (2007). Acteurs non étatiques, consolidation de la paix et gouvernance de la sécurité en Afrique de l'Ouest : Au-delà de la commercialisation. *Journal of consolidation de la paix et du développement*, 3(2), 53-69.

lors, de nouveaux réseaux et acteurs sont apparus en Afrique de l'Ouest pour faire face aux conflits violents.

Alors que le nombre d'acteurs participant à des interventions en faveur de la paix ne cesse de croître, la prolifération et la diffusion massives des technologies de l'information et de la communication (TIC) au cours des dix dernières années ont modifié la manière dont ces acteurs s'engagent dans la prévention et l'atténuation de la violence<sup>7</sup>. Les études montrent que l'utilisation des TIC par les artisans de la paix s'accroît, exploitant les promesses considérables de la technologie comme catalyseur de la paix<sup>8</sup>. Cela est principalement dû à sa capacité à faciliter la connectivité entre des idéologies et des cultures diverses, créant ainsi un environnement propice à la formation d'une culture mondiale de la paix.

L'épidémie de pandémie de COVID-19 et les mesures qui en découlent pour enrayer sa propagation ont également accéléré l'adoption de la technologie pour la consolidation de la paix. Les populations étant en confinement et les artisans de la paix incapables de mobiliser les communautés hors ligne, des activités telles que la formation des acteurs de la paix, les processus de médiation, les efforts visant à combattre la propagation des discours de haine, de la désinformation et des fausses informations sont de plus en plus menées en ligne. Le rythme auquel cela se produit est toutefois brusque, non structuré et, dans certains cas, à pas forcé.

Cela signifie que les nouveaux adeptes de la technologie pour la consolidation de la paix ont dû apprendre sur le tas, pour déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas en peu de temps. Les utilisateurs plus établis ont dû intensifier leurs programmes pour gérer l'accroissement des communautés en ligne et les menaces et risques associés à ces communautés. Au fur et à mesure de ces changements, les décideurs et les praticiens de la paix et de la sécurité repensent leurs approches de la consolidation de la paix afin de mieux répondre aux lacunes émergentes et de tirer parti des opportunités offertes par le passage aux espaces en ligne.

La Commission de la CEDEAO, en particulier, est en train de concevoir le *Forum d'Innovation pour la Paix et la Sécurité en*

*Afrique de l'Ouest (WAPSI)* – une rencontre annuelle visant la promotion de dialogue avec les citoyens, la facilitation de la recherche de pointe et la promotion du développement participatif de solutions innovantes aux défis émergents de la sécurité humaine. Pour informer ce forum, il est nécessaire de mieux comprendre le thème des TIC et de la consolidation de la paix. Malgré le récent pic dans l'utilisation des TIC, le sujet reste peu étudié et peu conceptualisé. Ce rapport est le premier pas d'une longue série vers une exploration plus systématique des facteurs qui influencent l'innovation pour la consolidation de la paix, en particulier par les organisations locales de consolidation de la paix dans des contextes fragiles.

Ce rapport présente les conclusions et les recommandations d'un processus de consultation régionale, facilité par Build Up au nom de la Commission de la CEDEAO dans le cadre du projet de la GIZ dénommé Architecture et Opérations de Paix et de Sécurité de la CEDEAO, en collaboration avec des organisations de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest qui utilisent la technologie dans leur programmation. Les consultations visaient à comprendre les types d'interventions dans la région qui utilisent la technologie pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix, les défis auxquels les artisans de la paix sont confrontés en adoptant la technologie et les opportunités dans leurs contextes qui pourraient faire progresser et appuyer la programmation basée sur la technologie pour construire la paix.



7 Larrauri, H. P., & Kahl, A. (2013). « La technologie au service de la consolidation de la paix, » *La Stabilité : Journal international de la sécurité et du développement*, 2(3). pp. 1-15.

8 Gallagher, A. (2018). Comment « les Technologies de la paix » changent le conflit mondial : Les Innovations Changent les Moyens par lesquels les Citoyens et les États font la Guerre et la Paix. Washington, DC. USIP. <https://www.usip.org/publications/2018/05/how-peace-tech-changing-global-conflict>.

9 Mancini, F., & O'Reilly, M. (2013a). La nouvelle technologie et la prévention de la violence et le conflit. *La Stabilité : Journal international de sécurité et du développement*, 2(3). pp. 1-9.

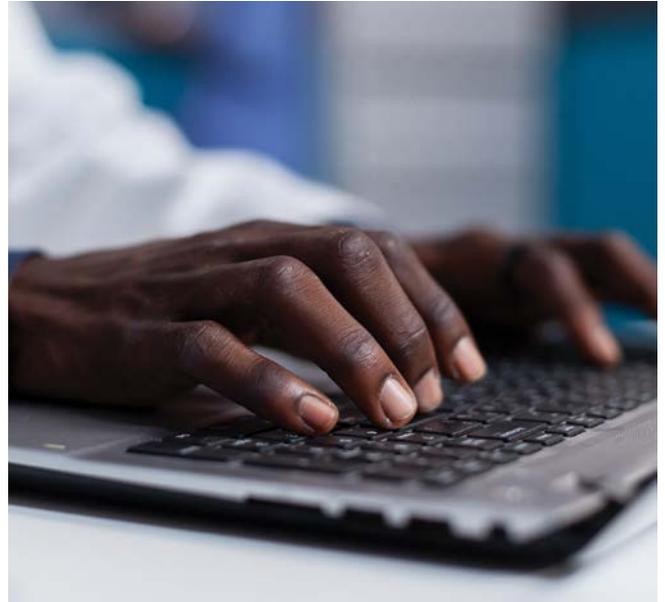
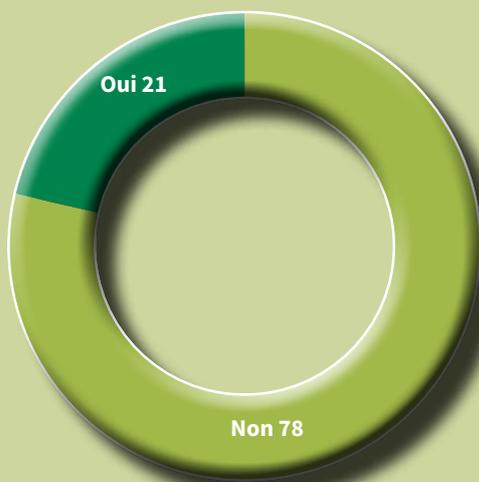
# MÉTHODOLOGIE

Entre août et septembre 2021, Build Up a interrogé 64 organisations gérant des programmes de consolidation de la paix et a organisé huit ateliers de consultation en ligne de deux heures avec 76 praticiens de la consolidation de la paix (39 femmes et 37 hommes) basés en Afrique de l'Ouest. Les répondants à l'enquête et les participants aux ateliers ont partagé leurs expériences et leurs idées respectives sur l'application des outils numériques dans leurs contextes de travail respectifs. Les ateliers ont exploré comment les outils numériques ont modifié les programmes de consolidation de la paix et comment les expériences positives de l'application de la technologie pour traiter les conflits peuvent être amplifiées. Ce rapport présente les conclusions et les recommandations de ce processus de consultation. Ces résultats et recommandations seront intégrés dans les discussions de la première édition du Forum WAPSI en février 2022.

## RÉSULTATS

Les résultats ci-dessous donnent un aperçu de l'utilisation de la technologie par les artisans de la paix dans leurs interventions. Sans être exhaustif, l'ensemble des résultats quantitatifs présentés est le début de la définition d'un contexte de l'intersection entre la consolidation de la paix et la technologie.

**Dans votre travail, utilisez-vous la technologie pour la consolidation de la paix ou le dialogue avec les jeunes ?**



**Les artisans de la paix utilisent les technologies numériques dans leurs programmes.** La majorité (77%) des participants à l'enquête utilisent des outils numériques pour mettre en œuvre leurs programmes de consolidation de la paix et de dialogue avec des jeunes. Bien que les artisans de la paix aient délaissé les espaces hors ligne au profit des plateformes numériques en raison de la pandémie de COVID-19 en 2020<sup>10</sup>, il est important de noter que certains programmes en Afrique de l'Ouest utilisaient déjà les technologies numériques avant 2020. C'est ce qui ressort des résultats qualitatifs.

**Les réseaux sociaux sont les outils/plateformes les plus utilisés dans les programmes de consolidation de la paix.** La majorité des participants à l'enquête (28) ont identifié les plateformes de réseaux sociaux comme l'outil de choix lorsqu'ils adoptent la technologie pour la consolidation de la paix et le dialogue avec les jeunes. Les cas d'utilisation des outils de médias sociaux allaient de l'utilisation des plateformes pour mener des formations, à l'organisation de campagnes en ligne pour la sensibilisation et la conscientisation sur diverses questions sociales, en passant par la narration d'histoires et la lutte contre les récits nuisibles en ligne. La plupart des organisations ont utilisé une combinaison de deux outils numériques. Par exemple, un outil audio/vidéo pour capturer les histoires et les récits de la communauté, et Facebook pour partager ces histoires sous forme de vidéos à un grand groupe ou public en ligne et pour déclencher des discussions liées au sujet de la vidéo. Si les cas d'utilisation des plates-formes de réseaux sociaux se sont concentrés sur ces

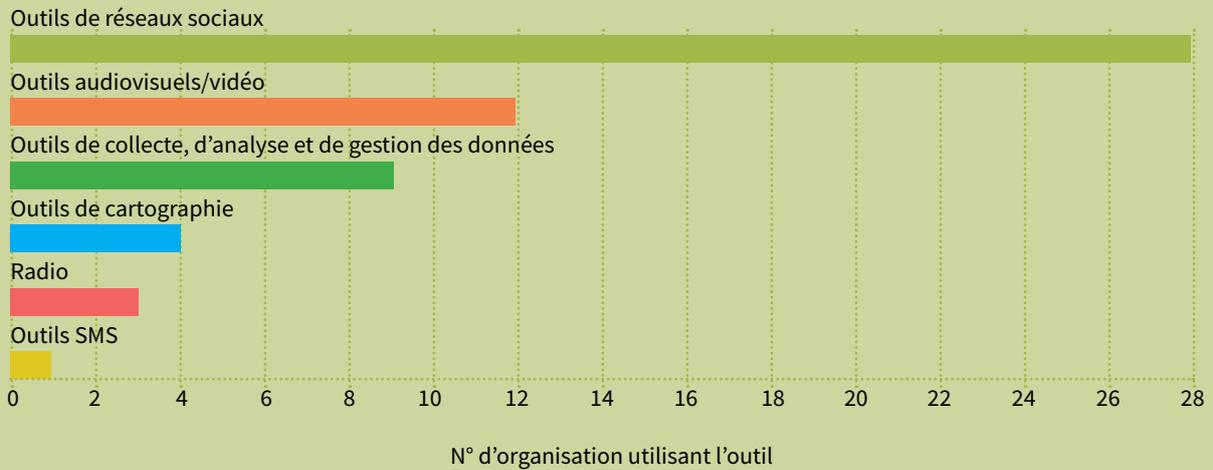
<sup>10</sup> Alerte internationale (2020). Peut-on construire la paix à distance ? L'impact de COVID-19 sur le secteur de la consolidation de la paix. Document de référence. Disponible ici : <https://www.international-alert.org/wp-content/uploads/2021/07/COVID-19-Building-Peace-Distance-EN-2020.pdf> Consulté le : 12 octobre 2021.

dernières en tant qu'outils de consolidation de la paix en soi, il y a eu des cas où ces plates-formes ont été utilisées comme des extensions de travaux passés ou actuels, principalement pour les communications organisationnelles.

Malgré la prolifération des outils numériques et des plateformes de réseaux sociaux, la radio est encore utilisée dans certains cas. Cela reflète la faible connectivité Internet dans certaines zones reculées et la nécessité de s'engager auprès des acteurs de la communauté, comme les personnes âgées, qui sont moins susceptibles d'être joignables sur les plateformes numériques.

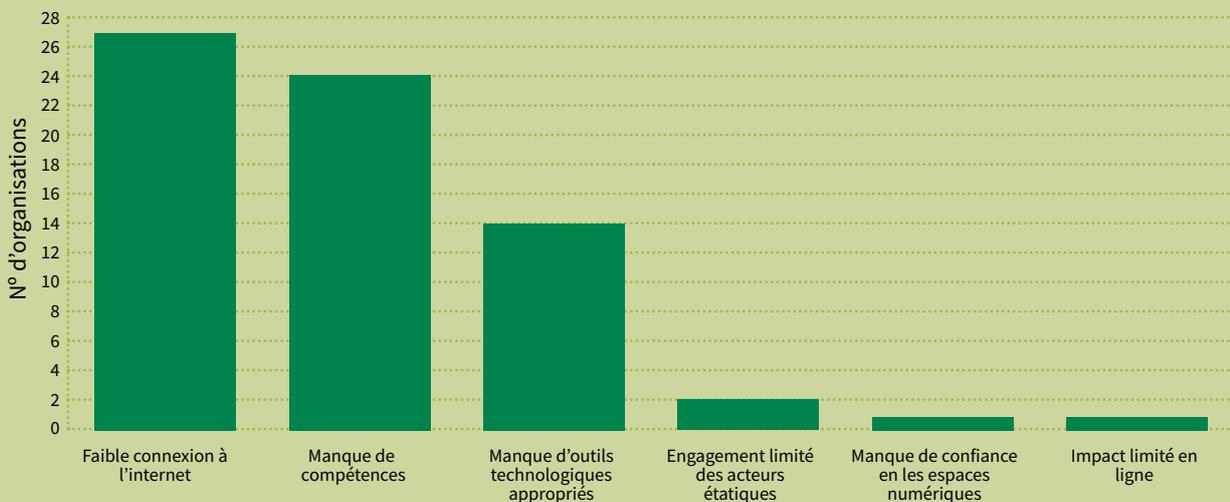


### Outils technologiques utilisés pour la consolidation de la paix ou le dialogue avec les jeunes



L'adoption de plateformes numériques pour la consolidation de la paix n'a pas été sans difficultés.

### Quels sont les plus grands défis de votre organisation lorsqu'elle applique les technologies pour la consolidation de la paix ?

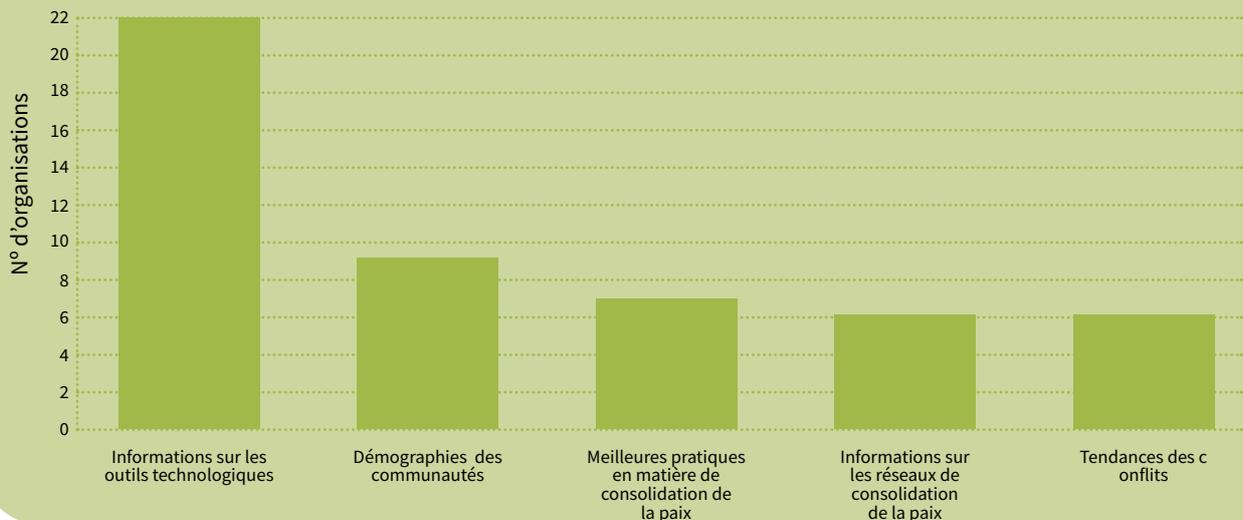


**Une faible connexion à l'internet est le défi le plus courant pour les artisans de la paix lorsqu'ils utilisent la technologie pour la consolidation de la paix.** Ceci est en relation directe avec les outils les plus couramment utilisés. Les plateformes de réseaux sociaux utilisent l'internet pour transmettre des informations. Cette constatation pourrait indiquer que les acteurs de la paix utilisent les réseaux sociaux dans certains contextes où les communautés ne disposent pas d'un accès fiable au réseau électrique<sup>11</sup>. Ce défi pourrait également avoir des implications plus larges, comme le coût élevé des données, qui a été identifié comme un défi résultant d'une faible connexion à l'Internet. Le manque de compétences pour maximiser l'utilisation des technologies numériques dans les contextes de consolidation de la paix a également été identifié comme un défi majeur. Ces compétences vont de l'établissement d'un lien entre le travail hors ligne et en ligne à la communication efficace en ligne, en passant par l'édition d'images et de vidéos, la mise en place et le déploiement de programmes de cartographie, entre autres.

Comme les artisans de la paix adaptent de plus en plus les outils technologiques, ils devront acquérir ces compétences et d'autres nécessaires pour exploiter la puissance et les fonctions des outils numériques afin d'appuyer leur travail.

Les artisans de la paix considèrent divers types d'informations comme utiles pour les aider à accomplir certaines de leurs tâches de consolidation de la paix. En tête de liste figurent les informations sur les technologies nouvelles et émergentes qui peuvent être utilisées dans le cadre de la consolidation de la paix. Bien que ce résultat ait probablement été influencé par le thème et le sujet de l'enquête, les autres types d'informations que les artisans de la paix considèrent comme utiles pour leur travail comprennent les informations démographiques de la communauté. Ces informations ont été jugées utiles pour informer leur programmation et cibler différents groupes avec différentes activités.

### Les 5 principaux types d'informations que les artisans de la paix considèrent utiles pour atteindre certains de leurs objectifs de consolidation de la paix



Par exemple, une personne interrogée note que « **connaître le nombre de personnes scolarisées et non scolarisées en fonction des localités du pays serait un atout important pour l'impact de notre projet d'une part, et d'autre part, connaître les tendances entrepreneuriales des jeunes serait un atout.** »

Les informations sur les meilleures pratiques en matière de consolidation de la paix ont également été jugées importantes par les artisans de la paix. Il s'agit d'apprendre ce que d'autres artisans de la paix font et comment ils le font, ce qui a fonctionné et ce qui a été difficile dans la gestion du conflit.

En plus des résultats quantitatifs, quatre thèmes ont émergé des consultations comme étant des domaines où la technologie est actuellement utilisée pour amplifier les efforts de consolidation de la paix dans la région de la CEDEAO - et où elle a également le plus de potentiel pour l'avenir. La technologie peut être utilisée pour repenser le dialogue avec des jeunes pour la paix, pour renforcer les systèmes d'alerte précoce, pour contrer les récits en ligne nuisibles et pour numériser la médiation. Les sections suivantes se penchent sur chacun de ces domaines, en fournissant des exemples de pratiques mondiales et de pratiques dans la région de la CEDEAO, et explorent les défis régionaux et les opportunités futures.

11 McKinsey & Company (2020). Résoudre le paradoxe de l'infrastructure en Afrique. Disponible ici : <https://www.mckinsey.com/business-functions/operations/our-insights/solving-africas-infrastructure-paradox>. Consulté le, 20 octobre 2021

# REPENSER LE DIALOGUE AVEC LA JEUNESSE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Alors que de nombreux États, institutions et agences reconnaissent que les jeunes sont des acteurs majeurs du changement social et une ressource humaine essentielle pour le développement, ils relèguent ces mêmes jeunes à des positions impuissantes qui limitent leur potentiel, les isolent et leurs voix ne sont pas entendues. Les technologies numériques peuvent offrir des espaces alternatifs où les jeunes peuvent faire entendre leur voix d'une manière qui peut influencer le changement dans leur société. Lorsque les jeunes se connectent, ils se dirigent souvent vers les espaces de réseaux sociaux où ils passent la plupart de leur temps<sup>12</sup> et trouvent des occasions de s'exprimer.<sup>13</sup> <sup>14</sup> Les réseaux sociaux, les applications de messagerie, les jeux numériques et les sondages technologiques peuvent tous être utilisés de manière à amplifier la représentation des jeunes dans le processus décisionnel.

## 1.1. QUE FAIT-ON EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

Le dialogue avec des jeunes a été identifié comme une pratique courante dans les programmes de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest. Cependant, de nombreux programmes se sont concentrés sur la formation des jeunes sur divers thèmes, compétences et sujets. Les programmes ciblant les jeunes étaient plus courants que les programmes avec les jeunes. Il y a cependant eu une reconnaissance de la puissance des jeunes et de leur capacité à s'engager pleinement dans la construction de la paix en tant que collaborateurs et pas seulement en qualité de bénéficiaires. Quelques programmes, présentés ci-dessous, ont collaboré avec les jeunes pour mettre en place des programmes de consolidation de la paix et créer des espaces permettant aux jeunes de diriger et d'influencer le changement. Dans ce cas, les programmes vont au-delà de la simple formation des jeunes et créent des espaces où les jeunes formés peuvent mettre en œuvre des programmes en utilisant leurs compétences nouvellement acquises. Ils peuvent faciliter les dialogues et les discussions avec divers acteurs, contribuer aux plans de paix nationaux, négocier des engagements de paix avec d'autres jeunes et piloter des



KC Nwakalor pour les Communications Digitales de Développement de l'USAID

programmes de consolidation de la paix adaptés à leurs réalités. Ces types de programmes qui modifient le pouvoir des jeunes en matière de consolidation de la paix commencent à redéfinir la manière dont les jeunes s'engagent dans les programmes de paix.

**Cas n°1:** *La Coalition 2250 est une initiative d'organisations locales au Burkina Faso qui vise à mettre en œuvre la résolution 2250 des Nations unies<sup>15</sup>. La coalition a plaidé auprès du gouvernement pour la rédaction, l'adoption et la mise en œuvre d'un plan d'action national pour la résolution 2250 au Burkina Faso. La coalition a inclus la jeunesse burkinabè dans ce processus en lui donnant l'opportunité et la possibilité d'organiser des discussions sur la paix et la sécurité, dont les idées éclaireront le travail de la coalition et le plan d'action national. La coalition a d'abord formé les jeunes aux techniques de facilitation et aux outils technologiques, puis leur a donné l'occasion d'appliquer ces compétences en accueillant et en facilitant des discussions sur la paix et la sécurité avec la coalition et d'autres jeunes Burkinabè.*

12 GeoPoll (2017) Millénaires africains ; L'utilisation mobile et consommation des médias. <https://www.geopoll.com/blog/african-millennials-mobile-usage-and-media-consumption/>

13 Ephraim, P. E. (2013). La jeunesse africaine et les dangers des réseaux sociaux: une approche centrée sur la culture à l'utilisation des réseaux sociaux. *Éthiques et la technologie de l'information*, 15(4), 275-284.

14 Ntarangwi, M. (2020) <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2020/09/03/social-media-youth-popular-culture-music-kenya-counter-political-exploitation/>

15 Nations unies (2015). Résolution 2250(2015). [https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/2250\(2015\)&referer=/english/&Lang=E](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/2250(2015)&referer=/english/&Lang=E)



**Cas n°2:** *L'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP)* a engagé la jeunesse malienne en utilisant des outils audio-visuels. L'IMRAP déploie ces outils pour faciliter le dialogue entre les communautés dans les zones de conflit. L'intervention consiste en de courtes vidéos sur la paix et la sécurité au Mali que les gens regardent en groupe, puis une discussion animée s'en suit. Pour impliquer davantage les jeunes, IMRAP a partagé ces vidéos sur WhatsApp et YouTube et a ensuite fait participer les jeunes dans ces espaces pour discuter des moyens d'atténuer les conflits violents.

**Cas n° 3:** *La Youth for Peace Building & Development in Africa (YOUPEDA)* est une organisation nigériane qui utilise Facebook pour engager les jeunes dans des processus de dialogue sur la paix et les relations humaines par le biais de son programme intitulé « Renforcer le jeunes pour prévenir et contrer l'extrémisme violent ». Ils créent l'inclusion en nommant des jeunes musulmans et chrétiens dans leur espace pour s'assurer que les discussions bénéficient de différentes voix et que les jeunes de différents milieux et idéologies sont inclus dans les discussions sur la consolidation de la paix.

**Cas n° 4:** Au Nigeria, le Centre pour le dialogue humanitaire (DH) a tiré les leçons de la façon dont les jeunes s'engageaient en ligne, lors des manifestations #EndSars et a organisé une session de dialogue en ligne sur les médias sociaux pour se connecter avec eux. Plus précisément, le DH travaille avec des comités de pilotage dans les communautés locales où il opère. Les représentants des jeunes au sein de ces comités sont inclus dans certains des processus de paix. Par exemple, l'équipe du DH a identifié une communauté qui avait un conflit de longue date. Puis, par le biais du comité de pilotage de cette communauté, elle a mobilisé les jeunes membres de la communauté pour participer à un dialogue en ligne. Ces participants ont mis en évidence leurs problèmes et ont commencé à identifier des solutions pour eux en tant que collectif, par le biais d'une discussion en ligne facilitée. Une solution pourrait prendre la forme d'un engagement solide pris et accepté par les participants, par exemple, partager des messages positifs avec leur réseau et ne pas faciliter la diffusion de la haine ou de la désinformation en ligne, tout en éduquant leurs amis sur l'impact négatif des fausses informations et de la haine en ligne. Les membres de la communauté issus du dialogue en ligne explorent désormais avec leur communauté élargie les impacts positifs que les espaces virtuels peuvent avoir sur les conflits.

**Cas n° 5:** Depuis le début de l'année 2020, *Oxfam IBIS* et *Build Up* se sont engagés avec 6 équipes de 2 ou 3 artisans de la paix du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Ce projet en cours a permis de dispenser des formations sur l'action non violente, la conception centrée sur l'humain et le conflit numérique aux jeunes via WhatsApp, sur Zoom et en personne. L'objectif est d'appuyer les acteurs locaux de la société civile en vue de piloter des initiatives technologiques qui favorisent la paix.



## 1.2. QUE FAIT-ON DANS LE MONDE ?

**Cas n° 1:** *Soliya* (une organisation non gouvernementale basée aux États-Unis) gère le programme Connect, un échange virtuel à grande échelle pour les jeunes aux États-Unis, en Europe et au Moyen-Orient. Les étudiants universitaires du monde entier peuvent s'engager dans un dialogue de fond facilité et établir des relations significatives au-delà des frontières nationales, culturelles, religieuses et idéologiques. Grâce à une application de conférence en ligne, les étudiants s'expriment en face à face dans des groupes de 8 à 10 pairs du monde entier, avec un maximum de deux étudiants d'une classe physique affectés au même groupe en ligne pour garantir une expérience d'apprentissage profondément multilatérale. Chaque groupe est dirigé par des animateurs formés par *Soliya* pour soutenir le dialogue et appuyer un environnement dans lequel les étudiants peuvent explorer confortablement des sujets potentiellement conflictuels (tels que la religion, le genre, les événements actuels, la culture sociale, les médias et l'environnement) et en découvrir des préjugés. Les échanges virtuels de *Soliya* sont une tentative à grande échelle pour susciter l'empathie, le leadership, la résolution collaborative de problèmes et la pensée critique à l'échelle mondiale : leur objectif est de permettre aux jeunes de développer les compétences globales essentielles pour s'épanouir dans un monde interconnecté et pour coexister pacifiquement.

**Cas n° 2:** *Gharbatli* est un jeu vidéo qui s'attaque aux stéréotypes en encourageant les jeunes Syriens à réfléchir à leurs comportements envers l'autre. Le jeu utilise une narration interactive pour emmener l'utilisateur à travers un voyage où il prend des mesures et fait face aux conséquences, invitant les utilisateurs à réfléchir à leurs comportements et aux décisions qu'ils ont prises au cours du jeu. Le jeu montre en temps réel l'impact d'une décision ou d'une action qu'une personne prend. Le jeu crée un environnement immersif grâce auquel les utilisateurs peuvent développer un meilleur sens des griefs partagés. En emmenant le joueur dans un voyage où il doit prendre des décisions et faire des choix qui l'affectent, lui et les autres, il peut réfléchir et éprouver de l'empathie pour ceux qui sont affectés négativement par ses décisions et, espérons-le, appliquer cette réflexion dans un monde réel.

## 1.3. LES DÉFIS AU PLAN RÉGIONAL

**LE CONFLIT NUMÉRIQUE:** L'émergence et la croissance des espaces et des plateformes numériques dans les contextes ouest-africains ont fait que les dynamiques de conflit existantes migrent des espaces hors ligne vers les espaces en ligne. Par exemple, un participant de Côte d'Ivoire a noté que : « **J'ai été témoin de voyous politiques qui ont trouvé leur chemin vers les plateformes de réseaux sociaux sous la forme de harcèlement et de contenu intolérant.** »

Les espaces numériques où convergent les jeunes peuvent facilement devenir des espaces où ils sont ciblés par des acteurs malveillants qui veulent catalyser la violence. À cet égard, les artisans de la paix qui souhaitent attirer l'attention des jeunes en ligne sont en concurrence constante avec ceux qui visent à propager la violence. Ce déplacement de la dynamique des conflits des espaces hors ligne vers les espaces en ligne est observé dans le monde entier, alors que les artisans de la paix tentent d'adapter leurs interventions pour relever ce défi croissant<sup>16</sup>.

**L'INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE:** Alors que de nouveaux outils technologiques pour le dialogue avec les jeunes apparaissent en ligne, l'infrastructure technologique dans certains des contextes de conflit et dans les zones rurales reste à la traîne. Une mauvaise connectivité internet se traduit facilement par des coûts de données élevés posant un défi majeur aux jeunes qui souhaiteraient télécharger certains des outils numériques susceptibles de renforcer leur engagement dans les processus de consolidation de la paix. Les outils numériques qui ne nécessitent pas que les jeunes les téléchargent et les installent sur leur téléphone sont donc plus faciles à utiliser et à consulter. Par exemple, le jeu de la *Parabole du Polygone* partagé<sup>17</sup> dans les ateliers a trouvé un écho auprès des participants du Nigéria, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Ghana parce qu'il ne nécessite pas de téléchargement de la part des jeunes. En partageant un lien, il serait possible d'accéder au jeu depuis un téléphone portable ou un ordinateur. Facebook s'est également associé à des sociétés de télécommunications en Afrique subsaharienne pour que ses plateformes, Facebook et WhatsApp, soient préinstallées sur les nouveaux appareils mobiles<sup>18</sup>. Cela permettrait de résoudre le problème du téléchargement de ces plateformes pour les programmes qui utilisent WhatsApp et Facebook pour faire participer les jeunes.

16 Kavanagh, C. (2021). Les technologies numériques et les conflits civils. L'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, Séries conflit, Note 4. [https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief\\_4\\_2021\\_0.pdf](https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_4_2021_0.pdf)

17 *Parable of the Polygons* est un jeu d'explication explorable en ligne qui se concentre sur une société de carrés bleus et de triangles jaunes qui ont de légers préjugés personnels contre la diversité, ce qui entraîne une ségrégation sociale. Ce jeu est un outil pédagogique utile pour des sujets tels que la ségrégation ethnique, raciale ou religieuse. <https://ncase.me/polygons/>

18 Varela, F. (2019, 09 5). Facebook étend les partenariats de pré installation. RConsulte2 le 10.8.2021, à partir de <https://tech.fb.com/preinstall-partnerships/>

#### 1.4. LES OPPORTUNITÉS RÉGIONALES

**L'ACCÈS AUX JEUNES:** La gravitation des jeunes vers les plateformes numériques, crée une opportunité de se brancher et de se connecter avec eux. « **Les médias sociaux sont l'endroit où ils (les jeunes) peuvent être trouvés,** » comme l'a dit un participant. L'accès aux jeunes en grand nombre permet aux artisans de la paix de tirer parti de l'aptitude des jeunes au changement social et de les inclure dans les processus visant à atténuer les conflits violents. En outre, les jeunes développent et rejoignent des communautés en ligne basées sur des intérêts tels que le sport ou la mode. Comprendre les moteurs de ces communautés permettrait aux acteurs de la paix de disposer de points d'entrée dans ces espaces. Cela faciliterait l'engagement avec les jeunes dans leurs zones de confort sans nécessairement réinventer la roue en créant de nouveaux espaces en supposant que les jeunes sont homogènes.



**COMPRENDRE LES DÉSIRES ET LES ESPOIRS:** Le contenu que les jeunes partagent dans les conversations en ligne crée une opportunité pour les artisans de la paix de comprendre leurs besoins, leurs désirs, leurs espoirs, leurs inquiétudes et leurs perceptions. Les participants ont noté que sur des plateformes telles que Facebook et WhatsApp, les conversations des jeunes tourneraient autour des questions sociales, de l'économie, de la politique et de la gouvernance, des messages de paix et des contenus intolérants. Comprendre comment ces sujets évoluent et sont discutés par les jeunes au fil du temps permet aux artisans de la paix d'être mieux informés sur les perceptions et les systèmes de valeurs des jeunes. Cette meilleure compréhension rend les stratégies visant à impliquer les jeunes plus susceptibles de réussir.



Becker1999

**RÉSEAUTAGE ET MOBILISATION:** Les outils numériques créent des opportunités et des espaces où les jeunes eux-mêmes peuvent se connecter à travers les géographies et se mobiliser vers un objectif commun. Le mouvement #EndSars au Nigeria qui a commencé en 2020 sur Twitter comme une protestation en réponse à la bavure policière au Nigeria<sup>19</sup>, démontre comment les jeunes ont pu se mobiliser à travers le temps, et l'espace pour élever leur voix contre la violence et les injustices sociales. La capacité des jeunes à se mobiliser par le biais des plateformes sociales offre aux artisans de la paix la possibilité de s'engager et de mobiliser les jeunes dans leur contexte vers un objectif de consolidation de la paix.



Becker1999

19 Obia, V. A. (2020). # EndSARS, une Twittosphère unique et la réglementation des réseaux sociaux au Nigeria. *Blog de la LSE*, 11. <https://blogs.lse.ac.uk/medialse/2020/11/11/endsars-a-unique-twitersphere-and-social-media-regulation-in-nigeria/>

# OPTIMISATION DES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE

Suite à l'évolution de la technologie, de nouveaux outils ont développé le potentiel de faciliter la participation active des populations affectées à la collecte de données pour la prévention des conflits. C'est ainsi que sont apparus des Systèmes d'alerte précoce et de réponse (SAPR) qui tirent parti des fonctions technologiques dans des contextes fragiles. Cette émergence s'est accompagnée d'une dichotomie des SAPR, à savoir ceux gérés par des acteurs locaux et ceux mis en œuvre au niveau national/régional. À ces deux niveaux, ces systèmes s'appuient sur la capacité de la technologie à soutenir la collecte, l'organisation et l'analyse de données pertinentes dans un contexte de conflit<sup>20</sup>. Par exemple, grâce au crowdsourcing et à la collecte de *big data* facilitée par des outils technologiques tels que Frontline SMS<sup>21</sup> ou Crowdtangle Link Checker<sup>22</sup>, de nouvelles informations sur un conflit sont fournies à ces systèmes. Ces nouvelles informations existaient dans ces contextes de conflit mais étaient soit trop coûteuses à recueillir et à analyser pour les artisans de la paix, soit les outils numériques pertinents capables de donner la parole aux communautés en conflit et de faciliter des méthodes de collecte de données moins coûteuses et plus efficaces n'étaient pas disponibles<sup>23</sup>. Cependant, un aspect tout aussi important des systèmes d'alerte précoce est la réponse qui découle de l'analyse des informations d'alerte et qui est jugée suffisamment pertinente pour justifier une action. Les technologies numériques peuvent également être appliquées aux processus de réponse pour compléter l'engagement hors ligne. La diffusion de messages en ligne pour lutter contre la désinformation ou les discours haineux<sup>24</sup>, la diffusion de messages de paix pendant les tensions ou l'utilisation des réseaux sociaux pour informer les communautés en conflit de toute action prise pour résoudre le conflit démontrent l'applicabilité des outils numériques dans la réponse.

## 2.1. QUE FAIT-ON EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

Les systèmes d'alerte précoce ne sont pas nouveaux pour les artisans de la paix ouest-africains. Du réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN), qui couvre toute la région,

aux systèmes localisés gérés par des organisations individuelles, les systèmes d'alerte précoce font partie de l'infrastructure de consolidation de la paix dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Ces systèmes ont également adopté les fonctions de la technologie pour collecter et analyser les informations d'alerte précoce afin d'identifier les aspects et les tendances du conflit. L'utilisation de SMS et de WhatsApp pour collecter des informations et d'outils cartographiques tels que *Crowdmap*<sup>25</sup> et *Esri Maps*<sup>26</sup> pour analyser et visualiser les informations d'alerte précoce est courante en Afrique de l'Ouest. Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de programmes d'alerte précoce et de réponse qui ont adopté l'utilisation de la technologie.

**Cas n° 1:** Le Réseau d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO (**ECOWARN**) est un outil d'observation, de suivi et de réponse pour la prévention des conflits et la prise de décision, géré par le Département d'Alerte Précoce de la CEDEAO. Créé en 1999, il est opérationnel depuis 2003. ECOWARN couvre les quinze États membres de la région de la CEDEAO et compte cinq observateurs sur le terrain dans chaque État membre, à l'exception du Nigeria qui en compte sept en raison de sa population plus importante. Les observateurs sur le terrain sont équipés de téléphones mobiles, d'ordinateurs portables et d'une connectivité de données pour signaler les incidents pertinents autour d'eux à la plate-forme ECOWARN tous les quinze jours. Ces rapports sont guidés par 56 indicateurs de sécurité humaine que les observateurs de terrain utilisent.

La structure d'ECOWARN comporte deux parties essentielles. La collecte de données d'alerte précoce et le mécanisme de réponse. Pour la collecte de données, la CEDEAO a officiellement établi un partenariat avec le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), une organisation régionale de consolidation de la paix qui compte plus de 500 organisations membres sous son égide à travers l'Afrique de l'Ouest. Cette structure et ce réseau permettent à l'ECOWARN de s'engager avec les organisations locales dans la

20 Larrauri, H. P., & Kahl, A. (2013). La technologie pour la consolidation de la paix. *La Stabilité: Journal International de Sécurité et du Développement*, 2(3).

21 <https://www.frontlinesms.com/>

22 <https://chrome.google.com/webstore/detail/crowdtangle-link-checker/klakndphagmmfklpelfkgbjkijhpmkh?hl=en>

23 IBID

24 Strachan, A.L. (2014). Les interventions visant à contrer les discours de haine (Rapport de recherche du service de soutien de GSDRC 1116). Birmingham, Royaume Uni : GSDRC, Université de Birmingham.

25 <https://crowdmap.com/>

26 <https://www.arcgis.com/home/user.html?user=esri>

collecte de données par le biais du WANEP. Pour le mécanisme de réponse, ECOWARN a établi des partenariats avec les agents de sécurité de l'État dans les quinze pays. ECOWARN fournit des rapports mensuels sur les tendances des conflits, accompagnés de recommandations et d'options de réponse au gouvernement concerné, qui décide de la manière de réagir. Toutes les réponses sont évaluées par ECOWARN en termes d'efficacité et d'impact sur une situation spécifique afin d'identifier les lacunes existantes ou les résultats positifs. Tous les rapports d'ECOWARN ne sont cependant pas accessibles au public en raison de diverses sensibilités liées aux informations que le système surveille et auxquelles il répond.

ECOWARN a tiré parti de la puissance de la technologie pour améliorer ses processus et recueillir davantage de renseignements à partir des informations d'alerte et de réponse. Par exemple, la plateforme utilise Esri Maps pour visualiser les tendances sur le plan géographique, l'équipe d'ECOWARN a développé une application mobile spécifique pour surveiller les élections dans les États membres, qui a déjà été utilisée lors de six élections par des observateurs électoraux. Ils ont également développé une application mobile en réponse à la pandémie COVID-19 pour surveiller les incidents liés à la pandémie.

**Cas n° 2:** *Le Réseau d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide de l'Afrique de l'Ouest (WARN)* est un élément fondamental du mécanisme de prévention des conflits du Réseau Ouest Africain pour la Consolidation de la Paix (WANEP). Le WARN est un système régional qui surveille et signale les situations sociopolitiques susceptibles de dégénérer en conflits violents. WANEP a développé le Système National d'Alerte Précoce (NEWS) dans l'ensemble de ses 15 réseaux nationaux qui s'appuie sur les efforts des systèmes communautaires de surveillance des conflits avec des observateurs locaux pour produire des rapports d'évaluation des conflits et de la paix et des rapports d'alerte précoce qui sont partagés avec les artisans de la paix régionaux.

NEWS est un système en ligne qui facilite la production de données et d'informations par des observateurs et des rapporteurs humains dans toute la région de la CEDEAO<sup>27</sup>. Bien qu'il s'agisse d'un programme national dans chaque pays, les informations recueillies collectivement font de

NEWS un système régional. Les observateurs et reporters qui utilisent NEWS sont guidés par un ensemble d'indicateurs de conflits violents soigneusement sélectionnés au niveau de la communauté locale, du district, du comté, de l'état, de la région et du pays.

**Cas n° 3:** *L'Initiative communautaire et du développement (CIEPD)* - une organisation à but non lucratif de l'État de Rivers, au Nigeria - a créé et mis en œuvre le Centre de surveillance des conflits (CSC). Il s'agit d'un système SAPR qui s'appuie sur diverses sources d'information communautaires et sur des indicateurs spécifiques à la communauté pour générer une analyse des foyers potentiels de conflit. L'approche du CSC est axée sur la prévision, le suivi, la surveillance et le compte rendu des situations, des événements et des acteurs (individuels, collectifs et institutionnels) susceptibles de provoquer des violences. Elle est fondée sur des mesures de prévention des conflits plutôt que sur des mesures d'atténuation. Le public peut envoyer des rapports à la plateforme par SMS, WhatsApp ou la plateforme en ligne. Les rapports vérifiés sont ensuite visualisés sur une carte fonctionnant sur la plateforme *Ushahidi* pour une analyse géospatiale et des tendances. La carte est également disponible pour les autres acteurs. La réponse est fournie au niveau communautaire lorsque les rapports vérifiés atteignent un seuil de déclenchement du conflit. Ce système d'alerte et de réponse basé sur la technologie a été mis en place en 2015.

**Cas n° 4:** La plateforme du Réseau Libérien d'Alerte Précoce et de Réponse (LERN) a été créée en 2010 par l'Office Libérien de Consolidation de la Paix. Le réseau est composé de 23 organisations, dont des ministères du gouvernement libérien, des organisations de la société civile et des organisations des Nations unies<sup>28</sup>. Le groupe comprend également un vaste réseau de rapporteurs qui fournissent des données d'alerte précoce à une carte numérique de signalement d'incidents développée par Ushahidi et gérée par iLab<sup>29</sup> Liberia à un moment donné<sup>30</sup>. Il est important de noter que WANEP a été impliqué dans ce système dès sa création en tant que fournisseur d'informations d'alerte précoce. Le LERN est toujours opérationnel et, en 2020, le système a été utilisé pour suivre et signaler plusieurs questions de sensibilité au conflit<sup>31</sup> liées à COVID-19 afin de prévenir les flambées de violence.

27 WANEP (2021). Alerte précoce et riposte. Disponible ici : <https://wanep.org/wanep/early-warning-response/> Consulté le 11 octobre 2021

28 Peace Direct (2013). Libéria: Alerte précoce et la collaboration en vue d'une réponse rapide. Disponible ici : <https://www.peaceinsight.org/en/articles/liberia-early-warning/?location=liberia&theme=conflict-prevention-early-warning> Consulté le 07 octobre 2021

29 Ushahidi (2012). Les nouvelles informations sur Ushahidi Liberia + i Lab. Disponible ici : <https://www.ushahidi.com/blog/2012/09/21/the-latest-on-ushahidi-liberia-ilab> Consulté le 08 octobre 2021

30 Office libérien de consolidation de la paix (2013). Réseau libérien d'alerte précoce et de réponse (LERN) Rapport d'analyse des tendances. Monrovia, Liberia.

31 ACCORD(2020). Les facteurs de conflit liés au COVID-19 et les mécanismes de résilience au Liberia. Disponible ici : <https://www.accord.org.za/analysis/covid-19-related-conflict-drivers-and-resilience-mechanisms-in-liberia/> Consulté le 08 octobre 2021

**Cas n° 5:** *La Fondation pour les initiatives de partenariat dans le delta du Niger (PIND) gère un Système robuste d'alerte précoce et de réponse rapide aux conflits (SAPR) dans les neuf États du delta du Niger au Nigeria. Le système compile et relie les données empiriques brutes à l'analyse qualitative et à la planification des réponses. Il le fait en collaboration avec d'autres systèmes régionaux, nationaux et locaux. Les données sont principalement recueillies par des observateurs sur le terrain via une ligne mobile dédiée et intégrées à des ensembles de données provenant d'autres systèmes SAPR pour validation et triangulation, puis visualisées sur une carte de la paix. La carte de la paix est utilisée pour l'analyse conjointe, la planification de la sensibilité aux conflits et la construction de la paix. La carte de la paix intègre également des données provenant d'autres sources telles que P4P (IPDU Alerte précoce par SMS), WANEP Nigeria, Fonds pour la paix de UNLOCK, NEEWS2015/TMG, Sources NSRP, Conseil pour les Relations Internationales, Veille Nigeria, ACLED, et CIEPD. Ce système SAPR cartographie également les organisations au Nigeria qui œuvrent à la promotion de la paix et de la sécurité humaine et qui se sont inscrites pour recevoir des alertes par e-mail lorsque la violence s'est récemment intensifiée dans leur voisinage.*<sup>32</sup>

## 2.2. QUE FAIT-ON DANS LE MONDE ?

**Cas n° 1:** *Una Hakika<sup>33</sup> est un projet du projet Sentinelle qui opère dans le delta du Tana, l'une des régions les moins développées du Kenya. Dans le cadre de ce programme, les populations signalent les rumeurs de manière anonyme par SMS, bien qu'ils puissent également le faire par téléphone ou en contactant un ambassadeur communautaire formé. Una Hakika utilise un logiciel appelé WikiRumeurs pour recevoir les rapports de rumeurs, les classer par ordre de priorité, les vérifier et envoyer un retour aux personnes qui ont signalé la rumeur. Il répond également aux demandes de vérification de rumeurs en fournissant des informations précises après une enquête exhaustive. Ces informations sont également envoyées aux ambassadeurs de la communauté. La plus grande force d'Una Hakika réside dans son processus : en fournissant des informations vérifiées et opportunes sur les rumeurs, le programme incite les gens à continuer à signaler les rumeurs<sup>34</sup> qui pourraient catalyser la violence.*

**Cas n° 2:** *L'Initiative de développement soudanaise (SUDIA) est une ONG soudanaise qui a mis en place un système de signalement des conflits le long des routes nomades au Soudan. SUDIA a formé un réseau d'informateurs clés le long des routes pour qu'ils envoient des rapports hebdomadaires par SMS sur les informations clés concernant les incidents de conflit et les accords de paix. Tous les rapports sont marqués par la source, le lieu, la date, le sujet et le statut de vérification.*

Les rapports sont reçus par un système central qui les classe de manière semi-automatique. Le système compte vingt sujets, regroupés en quatre grandes catégories : moyens de subsistance, élevage et agriculture, désaccords et paix. Le personnel de SUDIA vérifie ensuite les rapports et envoie un résumé à chaque informateur clé par SMS, qui peut être utilisé pour informer les premières réponses. En outre, SUDIA produit des rapports mensuels qu'elle envoie aux acteurs nationaux et internationaux. Le système a appuyé à la fois les réponses communautaires aux incidents le long des routes nomades et un dialogue plus large avec les autorités sur les besoins et les défis dans ces zones. Le système fonctionne depuis 2012.<sup>35</sup>

## 2.3. LES DÉFIS AU PLAN RÉGIONAL

**SIGNALEMENT TARDIF:** Les informations indiquant la possibilité d'une violence sont souvent utiles aux initiatives de prévention lorsqu'elles sont reçues en temps utile par les acteurs d'intervention concernés. Dans les situations où elle est retardée, la violence peut éclater avant le lancement d'une mesure de prévention. Le rapport tardif retarde donc la réponse, ce qui en fait une réponse d'atténuation du conflit et non de prévention. Les rapports tardifs sont un défi auquel sont confrontés de nombreux acteurs de la consolidation de la paix dans la région, en particulier dans les contextes où l'infrastructure numérique n'est pas fiable. La réponse tardive est cependant plus influencée par la politique que par la technologie. Dans les cas de conflit imminent, la réponse implique des acteurs étatiques ou régionaux qui ont les ressources et la capacité d'intervenir, mais il est beaucoup plus difficile de mobiliser ces acteurs sur la base des informations fournies par les organisations de base. En conséquence, la réponse est retardée ou n'est pas mise en œuvre du tout. Une dynamique de cette ampleur peut rendre un système d'alerte précoce moins efficace pour prévenir les flambées de violence.

32 PIND(2019). Un système intégré d'alerte précoce et de réponse rapide aux conflits : Manuel pour la collecte et l'analyse des données. Disponible ici : <https://pindfoundation.org/pind-integrated-conflict-early-warning-early-response-ewer-system-manual/>. Consulté le 26 octobre 2021.

33 Le site web de Una Hakika est disponible ici : <https://unahakika.org/en/home>

34 Otunga, J.G. (2017). Chasser le vent 1ere partie : Enquête sur les rumeurs au Kenya. Disponible ici : <https://thesentinelproject.org/2017/08/04/chasing-wind-part-i-rumour-investigation-in-kenya/> Consulté le 12 octobre 2021

35 Larrauri, H. P. (2013). Nouvelles technologies et prévention des conflits au Soudan et au Sud-Soudan, Dans Mancini, F.. « Les nouvelles technologies et la prévention de la violence et des conflits. » *International Peace Institute*.



**MANQUE DE COMPÉTENCES ANALYTIQUES:** Les systèmes SAPR rendus possibles par la technologie s'appuient sur la gestion et l'analyse d'ensembles de données recueillies auprès des différentes communautés, afin d'identifier les schémas qui signalent une violence potentielle. Les compétences et l'expertise en matière d'analyse et de gestion des données nécessaires pour délivrer ces signaux font parfois défaut aux organisations de consolidation de la paix. Ce point a été souligné par de nombreux acteurs de la région et a été cité comme la principale raison pour laquelle les organisations n'adoptent pas la technologie dans leurs systèmes SAPR. Au-delà des compétences en analyse de données, les équipes SPAR ont besoin de compétences techniques pour résoudre les problèmes technologiques liés aux outils de collecte et de suivi des données lorsqu'ils ne répondent pas ou pour gérer la mise à l'échelle de la plateforme à une communauté plus large. Il est également nécessaire de disposer des compétences technologiques et d'analyse des données à temps plein, en particulier pour les systèmes SAPR qui fonctionnent toute la journée. Un participant du Niger a souligné la nécessité de « **former régulièrement les observateurs de conflits aux technologies disponibles.** » Les compétences limitées ou un manque de compétences peuvent entraîner des retards dans l'analyse des rapports et des réponses, des informations critiques peuvent être manquées ou mal comprises, et il devient finalement très difficile de prévenir les flambées de violence malgré un système doté de ressources.

**FIABILITÉ DES RAPPORTS D'ALERTE PRÉCOCE:** Les participants considèrent qu'il s'agit d'un problème en deux parties pour les

systèmes qui utilisent une approche sollicitée.<sup>36</sup> Les systèmes SAPR qui s'appuient sur le crowdsourcing pour leurs données, publieront parfois un numéro de téléphone ou des codes courts mobiles pour les rapports publics, et peuvent facilement recevoir de faux rapports d'acteurs malveillants. Ces derniers risquent de catalyser la violence s'ils répondent sans avoir été vérifiés au préalable. Pour combler cette lacune, ces systèmes mettent souvent en place un processus de vérification pour déterminer l'exactitude des informations qu'ils reçoivent. Bien que ce processus soit nécessaire et qu'il réponde au premier problème des fausses déclarations, il crée un deuxième problème de célérité : une réponse indispensable peut facilement être retardée pendant la vérification. Par exemple, dans les situations où la vérification exige qu'un membre du personnel ou un partenaire de confiance se rende sur place pour étayer les rapports, les réponses seront considérablement retardées en fonction de la distance que le partenaire ou le personnel doit parcourir. En outre, les processus de vérification trop bureaucratiques et complexes risquent également de retarder les réponses.

**COÛT:** Les coûts élevés des technologies ont été identifiés par les participants comme un défi majeur et liés à la faiblesse des infrastructures technologiques. Un participant du Sénégal a déclaré : « **Dans certaines zones sans connectivité, nous avons les moniteurs humains qui utilisent des téléphones satellites pour signaler les incidents qui nécessitent une attention et une réponse rapprochées, mais c'est une solution onéreuse!** »

Les solutions de rechange pour faire face à un contexte d'infrastructure technologique médiocre peuvent être coûteuses, qu'il s'agisse du type de technologie utilisé ou de la capacité en ressources humaines requise. Les systèmes SMS ont été considérés comme les systèmes les plus fiables dans de nombreux contextes lorsqu'il s'agit d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible.<sup>37</sup> Cependant, même ces systèmes nécessitent un analyste pour gérer les données ou une plateforme numérique pour gérer tous les messages. Ils ont généralement un coût (bien que faible) lié aux SMS envoyés dans le système, que les organisations prennent parfois en charge, afin d'encourager le public à signaler les tensions et autres indicateurs de violence.

Cependant, pour les organisations qui mettent déjà en œuvre du système SPAR hors ligne, les outils technologiques pourraient être en mesure de réduire les coûts liés au déplacement des observateurs lors de la soumission des rapports.

36 Il s'agit de systèmes d'alerte précoce qui demandent au public d'envoyer des informations d'alerte précoce (par exemple, des rumeurs, des tensions, la mobilisation de groupes armés, etc.) à un point central via diverses plates-formes telles que les SMS, les appels téléphoniques, les e-mails, Twitter, etc. Le système sollicite essentiellement les informations du public ou la sagesse de la foule et ne collecte pas ses propres informations en surveillant ces tensions.

37 Lüge, T. (2015). Comparaison des plateformes SMS. Disponible ici : <https://cartong.org/sites/cartong/files/Benchmarking%20SMS%20Tools%20V%201.3%20publi-shed.pdf> Consulté le 11 octobre 2021

## 2.4. LES OPPORTUNITÉS RÉGIONALES

**LES ACTEURS DU TRANSPORT :** Dans les zones où l'approvisionnement en électricité et la connectivité Internet sont limités, les artisans de la paix ont travaillé avec les acteurs du transport. Un participant à l'atelier a fait remarquer que : « **les acteurs du transport ont été cruciaux dans la collecte et la diffusion des informations dans les régions où l'utilisation de la technologie est absente.** » Les chauffeurs de bus ou les motocyclistes qui transportent le public dans différentes régions ont fréquemment accès aux informations de leurs passagers et des communautés dans lesquelles ils se rendent. En cas de tensions ou de conflits dans des communautés spécifiques qui ne sont pas connectées numériquement, ces acteurs peuvent parfois se déplacer dans ces espaces en faisant migrer des personnes fuyant le conflit et ainsi recueillir des informations cruciales pour les systèmes d'alerte précoce. Les artisans de la paix ont la possibilité de collaborer avec les acteurs du transport et de les équiper d'outils technologiques qui peuvent appuyer leurs rapports et la diffusion d'informations, lorsqu'ils transportent des personnes ou des biens dans différentes régions en proie à des conflits.

**L'ACCÈS AUX SERVICES DE MESSAGERIE INSTANTANÉE (SPÉCIFIQUEMENT WHATSAPP).** Les participants étaient d'accord pour dire que WhatsApp était largement utilisé dans leurs contextes par de multiples acteurs et qu'il serait un excellent outil à utiliser pour recueillir des informations d'alerte précoce et diffuser du contenu de réponse précoce. Un participant a noté que « **WhatsApp est utilisé pour collaborer avec d'autres organisations pour transmettre des informations sur la paix qui découragent la violence.** » Bien que ce cas d'utilisation spécifique ne soit pas lié à un système d'alerte précoce, son potentiel d'intégration dans un système SAPR pour collecter et diffuser des informations a été identifié comme une opportunité à saisir.



### VISUALISATION DES CONFLITS AU MOYEN DE CARTES:

L'utilisation d'outils de systèmes d'information géographique (SIG) a été mentionnée comme étant de plus en plus courante dans le domaine de la consolidation de la paix au sein de la région pour géo référencer et visualiser les conflits. Le CIEPD<sup>38</sup> et le PIND<sup>39</sup> au Nigeria utilisent des outils cartographiques dans leurs systèmes SAPR pour visualiser tous les rapports reçus dans leurs systèmes. Les participants ont également identifié l'opportunité d'appliquer et d'intégrer ces outils dans davantage de systèmes EWER, non seulement pour visualiser les tendances et les indicateurs de conflit, mais aussi pour aider à coordonner les réponses. La cartographie des réponses mises en œuvre par les différents acteurs peut être un outil puissant pour identifier les lacunes des réponses, accroître l'efficacité, éviter les doublons et identifier les domaines où les réponses ont réussi ou ont été improductives.

### PRÉSENCE DE SYSTÈMES RÉGIONAUX ET NATIONAUX:

Les systèmes régionaux du SAPR comme l'ECOWARN, ou le WARN de WANEP présentent une opportunité de collaboration ascendante. Cette mise en relation des systèmes SAPR locaux et régionaux crée des possibilités pour les organisations locales d'acquérir les compétences pertinentes en matière de technologie et de gestion des données auprès des acteurs régionaux, et pour les systèmes régionaux d'évoluer localement et de recueillir des données granulaires robustes. Les réponses seraient également mieux coordonnées et le potentiel de duplication des efforts serait réduit. Ces liens peuvent être établis et renforcés par des formations conjointes ou des sessions de suivi et d'analyse des données, un examen conjoint des indicateurs, le partage d'informations, entre autres activités. Une approche pour réaliser ces liens serait d'utiliser les Centres Nationaux de Coordination du Mécanisme de Réponse (NCCRM) établis par la CEDEAO pour décentraliser son programme ECOWARN.

**ADAPTABILITÉ:** Les outils technologiques tels que les plateformes basées sur les SMS ont été identifiés comme présentant de faibles barrières à l'adoption et à l'adaptation pour les systèmes EWER, car ils étaient déjà utilisés dans d'autres programmes au sein de certaines organisations de l'atelier. Un participant de Sierra Leone a souligné que les SMS sont « **faciles à utiliser et permettent de transmettre des messages aux dirigeants plus rapidement.** » Un autre participant de Guinée-Bissau a déclaré « **nous avons utilisé les téléphones portables et les SMS pour recueillir des informations auprès du public lorsque le coronavirus a commencé à se propager.** » Cette utilisation existante d'outils technologiques pour recueillir des informations pendant une crise ou pour diffuser des informations aux parties prenantes concernées crée une opportunité pour les acteurs qui les utilisent déjà, de les adapter aux programmes d'alerte précoce et de réponse avec une grande facilité de mise en place.

38 Initiative communautaire pour le renforcement de la paix et du développement (CIEPD)

39 Fondation pour les initiatives de partenariat dans le delta du Niger - (PIND)

# CONTRE LES RÉCITS NUISIBLES DIFFUSÉS EN LIGNE

Les contenus préjudiciables sur les plateformes numériques s'accroissent sous la forme de désinformation, de rumeurs et de discours de haine. Ils ont également fait surface au centre des agendas académiques, juridiques et politiques en raison de leurs capacités destructrices, notamment leur lien avec les conflits violents. Bien qu'il existe des organisations et des institutions de consolidation de la paix qui tentent de résoudre ce problème, il est important de reconnaître le potentiel des utilisateurs de réseaux sociaux qui ne sont pas liés à des organisations de consolidation de la paix, mais qui agissent comme des agents positifs dans ces espaces polarisés en essayant de dépoliariser le discours en ligne de différentes manières. En exploitant ce potentiel, on s'assure que ces agents sont appuyés et continuent à s'engager dans les espaces polarisés, tout en créant des bases de connaissances liées à l'intervention dans les espaces numériques polarisés. Les artisans de la paix se rendent déjà compte qu'une approche collaborative avec des acteurs clés des espaces numériques, tels que les influenceurs des réseaux sociaux, pour diffuser des récits alternatifs, leur permet d'accéder à des connaissances et à des publics qu'ils auraient autrement du mal à atteindre. Cela est dû en partie au paysage numérique comprenant des groupes, des pages et des comptes privés et en partie au fait que les plateformes de réseaux sociaux amplifient notre indignation morale collective<sup>40</sup>. En outre, à mesure que de nouveaux outils numériques apparaissent et que les outils existants développent de nouvelles fonctionnalités, il est important pour les artisans de la paix de rester en tête de cette courbe ou d'être à la hauteur, afin d'anticiper la manière dont ces outils et fonctionnalités pourraient être exploités pour diffuser des récits nuisibles, ou faciliter un discours sain et des conversations productives. Cela contribuera à faire passer les acteurs de la paix d'un espace réactif en réponse à des récits nuisibles à un espace proactif qui établit des dialogues sains en ligne qui agissent comme des contrepoids aux contenus nuisibles.

## 3.1. QUE FAIT-ON EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

Il a été reconnu que le problème de la diffusion en ligne de récits nuisibles est courant dans les contextes où les communautés ont accès aux technologies numériques. Les participants ont souligné que les récits préjudiciables franchissent parfois le fossé entre le hors ligne et le en ligne, et se propagent encore plus loin

dans les deux sens. Cette situation a déclenché l'émergence de divers programmes visant à signaler et à remonter les récits préjudiciables aux autorités compétentes de leur pays chargées de la réglementation du contenu, à développer et à déployer des contre-messages et des récits en ligne, à sensibiliser le public aux dangers que représentent les récits préjudiciables lorsqu'ils sont en ligne et à mettre en place des programmes de recherche qui étudient les types, le contexte et la diffusion de ces récits en ligne, entre autres. Les participants ont également mentionné que certains de leurs programmes abordent légèrement l'éducation aux médias afin d'atteindre les personnes qui diffusent des contenus préjudiciables en ligne, par exemple le partage d'images horribles de conflits, sans intention de nuire. Alors que de plus en plus de personnes sont connectées et que les acteurs en ligne sont de plus en plus compétents en matière de technologie, on craint que ces récits ne continuent à se répandre si les acteurs de la consolidation de la paix ne prennent pas des mesures. Les programmes ci-dessous sont des exemples d'initiatives que les acteurs de la consolidation de la paix mettent en œuvre en Afrique de l'Ouest pour lutter contre la propagation de récits nuisibles en ligne.

**Cas n° 1:** *Bassiki Kalan Sô* est un projet au Mali qui a démarré en 2020, pour faire face à la propagation de récits de vengeance haineuse en ligne. *Bassiki Kalan Sô* utilise *Facebook* et *WhatsApp* pour partager des vidéos et des messages de sensibilisation afin d'encourager les utilisateurs de médias sociaux à publier des contenus positifs en ligne et à s'abstenir de propager la haine. Hors ligne, le programme s'adresse également à d'autres membres du public, par exemple dans les mosquées locales, où les populations sont sensibilisées à l'utilisation d'un discours pacifique, tolérant et rassembleur et à la nécessité d'éviter les discours incendiaires. Ce programme a touché de nombreux groupes dans les zones urbaines par le biais des plateformes de réseaux sociaux et des communautés dans les zones rurales grâce à des espaces de dialogue hors ligne tels que les mosquées.

<sup>40</sup> Hu, C., (2021). Les réseaux sociaux nous rendent vraiment plus moralement indignés. Disponible ici : <https://www.popsoci.com/technology/social-media-twitter-ou-trage/>. Consulté le 27 novembre 2021

**Cas n° 2:** Au Nigeria, *l'initiative Femmes et Jeunes Pour la Justice et la Paix (WAYJPI)* mène un projet avec des jeunes et des femmes pour lutter contre les discours de haine en ligne. Ils utilisent le lexique nigérian de discours haineux et travaillent avec des jeunes universitaires, qui passent généralement une grande partie de leur temps sur les réseaux sociaux. Guidés par le lexique, ils surveillent les principaux termes haineux, enregistrent le volume de ces termes au fil du temps, puis signalent les messages utilisant ces termes et les signalent aux compagnies de réseaux sociaux. Ils s'engagent ensuite auprès des utilisateurs de réseaux sociaux qui utilisent ces termes et les informent de la nature haineuse et intolérante de ces termes et de leur potentiel de violence. Grâce à cette approche, le projet a reçu des excuses d'utilisateurs en ligne qui ont inclus des termes haineux dans leurs messages, déclarant qu'ils ne savaient pas à quel point ces termes étaient dangereux, avant d'en être informés.

**Cas n° 3:** *Le Centre pour la technologie et le développement (CITAD)* au Nigeria, a mené une étude sur l'utilisation des discours de haine fondés sur le genre et ciblant particulièrement les femmes impliquées dans la gouvernance et les processus politiques au Nigeria en 2019. L'étude a généré un glossaire de mots, termes et phrases offensants ou haineux sur les femmes et les filles au Nigeria. L'objectif de cette ressource était de susciter une prise de conscience sur la question des discours de haine fondés sur le genre ; en particulier sur la façon dont ils entravent la participation des femmes à la politique. Depuis, la CITAD utilise cette recherche pour surveiller la haine en ligne et utilise les résultats pour plaider en faveur de politiques qui peuvent aider à résoudre ce problème. La CITAD travaille également avec *les Étudiants pour la paix (SAP)* dans diverses institutions tertiaires à travers le pays pour les former sur la façon d'aborder les discours de haine et la violence en ligne contre les femmes sur le campus, les communautés voisines et les espaces en ligne.

**Cas n° 4:** Au Sénégal, *le Conseil national de régulation de l'audiovisuel*, qui est l'organe de régulation des médias dans le pays, recueille les rapports du public sur les fausses informations et la désinformation. Le public peut signaler au Conseil les cas de fausses informations dont il est témoin dans les médias locaux. Dans de tels cas, des mesures disciplinaires sont prises à l'encontre des stations de médias locales qui diffusent ces informations et, dans les cas les plus graves, elles peuvent perdre leur licence de diffusion. Les agences de régulation des

médias sont communes à différents pays et peuvent être gérées par le gouvernement ou par des acteurs indépendants.<sup>41</sup> La réglementation du contenu de l'Internet relève généralement du mandat de ces organismes de réglementation. Par exemple, au Sénégal<sup>42</sup>, bien qu'une partie du contenu soit partagée sur des plateformes de médias sociaux appartenant à des sociétés étrangères qui ont leurs propres politiques et réglementations, le contenu relève également du mandat du Haut Conseil de l'Audiovisuel du Sénégal (HCA). Le HCA vise, entre autres, à assurer, dans le respect de la préservation des identités culturelles, l'objectivité et le respect d'un équilibre dans le traitement de l'information véhiculée par les médias audiovisuels.

**Cas n° 5:** En Côte d'Ivoire, *Interpeace* a identifié des groupes de jeunes qui entreprenaient des activités de consolidation de la paix dans leurs communautés et les a formés aux outils technologiques et aux approches de consolidation de la paix. Les groupes de jeunes ont ensuite identifié les défis qu'ils souhaitaient relever dans leurs communautés et l'un d'entre eux a créé une cellule chargée de vérifier les informations erronées et la désinformation en ligne. Le groupe de jeunes a également formé des personnes à différentes techniques de vérification et a établi un lien entre les chefs et les anciens de la communauté qui étaient hors ligne pour identifier les modèles de désinformation en ligne et hors ligne. Les chefs et les anciens contribuent également à stopper la propagation de la désinformation et de la désinformation hors ligne. L'objectif est de prévenir la violence politique en identifiant les récits néfastes liés à la désinformation, en alertant le réseau cellulaire établi et en prenant des contre-mesures pour freiner la diffusion de l'information.

**Cas n° 6:** Au Sénégal, *WANEP* dispose d'un système d'alerte pour surveiller les discours de haine. Lorsque des contenus haineux apparaissent en ligne et sont identifiés par le système, les membres de l'équipe reçoivent une alerte indiquant qu'un terme clé particulier ou un récit intolérant est apparu en ligne. L'équipe transmet ensuite cette information aux organismes gouvernementaux compétents pour qu'ils interviennent. Ce système surveille la haine en ligne mais fonctionne également comme un système d'alerte précoce, car dans certains cas, le discours de haine peut être un précurseur de la violence. Parallèlement au système, des activistes sensibilisent les populations aux dangers des discours incendiaires, notamment dans les contextes où ces discours sont tenus par des politiciens.

41 De la Brosse, R., & Frère, M. S. (2012). La régulation des médias en Afrique sub-saharienne : Tendances et enjeux dans les pays francophones. *Ecquid Novi: African Journalism Studies*, 33(3), 74-92.

42 Programme alimentaire mondial (2021) Les télécommunications sénégalaises. Disponible ici : <https://dlca.logcluster.org/display/public/DLCA/3.5+Senegal+Telecommunications> Consulté le 13 octobre 2021

### 3.2. QUE FAIT-ON DANS LE MONDE ?

**Cas n° 1:** En 2014, un groupe de militants du Myanmar, dont d'anciens prisonniers politiques, a répondu aux appels publics endémiques à la haine et au meurtre de musulmans dans le pays en lançant une campagne contre la haine et l'intolérance au Myanmar.<sup>43</sup> Cette campagne s'intitulait « *Panzagar* » (*discours de la fleur*). Panzagar travaille à la fois hors ligne et en ligne. Il organise des communautés sur Facebook, tandis que dans les espaces hors ligne, il distribue des autocollants et des affiches de caricatures dans les rues avec un message qui décourage les gens de répandre la haine en les incitant à mettre des fleurs dans leur bouche, littéralement. Son message est centré sur l'incitation à faire attention à ce que l'on dit pour que la haine entre les hommes ne prolifère pas.<sup>44</sup> Le symbole (et le même Internet) de Panzagar est une personne tenant une fleur dans sa bouche, représentant la propagation de la paix par un discours positif.<sup>45</sup> L'icône/logo de Panzagar est devenu une sorte de badge d'identité, les gens portant fièrement le symbole de Panzagar pour montrer qu'ils défendent une société sans haine. La page Facebook de Panzagar a connu une croissance rapide au cours des trois premières semaines et compte actuellement plus de 200 000 adeptes. Afin d'appuyer cette campagne et de s'engager symboliquement à ne pas utiliser ou tolérer des discours susceptibles de répandre la haine, comme le dit le fondateur de Panzagar<sup>46</sup>, des milliers de personnes ont posté des photos d'elles-mêmes tenant des fleurs dans leur bouche.



Brian Kelley

**Cas n° 2:** En 2016, Moonshot CVE et Jigsaw ont mené un programme pilote qui utilisait du contenu en ligne préexistant élaboré par des communautés à l'échelle mondiale pour remettre en question les récits qui appuyaient le mal, comme l'extrémisme violent, la misogynie violente et la désinformation sur les plateformes numériques. C'est ce qu'ils ont appelé la méthode de réorientation. Cette méthode place des publicités (avec un contenu positif ou alternatif) dans les résultats de recherche et les flux de réseaux sociaux des utilisateurs qui recherchent des termes pré-identifiés qui ont été associés à un préjudice en ligne particulier. Lorsque les utilisateurs en ligne utilisent un mot-clé ou un terme pré-identifié lors d'une recherche en ligne, la Méthode de réorientation leur montre *un contenu qui répond et contrecarre les récits, arguments et croyances socialement nuisibles véhiculés par le contenu qu'ils recherchaient à l'origine.*<sup>47</sup> La méthode de réorientation a depuis été déployée dans différents pays en collaboration avec des entreprises technologiques et des acteurs étatiques et non étatiques.

### 3.3. LES DÉFIS AU PLAN RÉGIONAL

**LA PROPAGATION HORS LIGNE DES RUMEURS:** Dans les contextes où l'infrastructure technologique est faible, les récits néfastes sont diffusés hors ligne. Un participant du Nigeria a déclaré ce qui suit : « **dans mon contexte, la connexion à Internet est faible, donc l'utilisation des médias sociaux est limitée, donc nous avons davantage de rumeurs hors ligne et de discours haineux diffusés par les dirigeants politiques et les chefs religieux.** » Si les récits nuisibles hors ligne ne sont pas nouveaux, il est difficile de les surveiller à plus grande échelle, à moins que les acteurs de la consolidation de la paix ne disposent d'équipes au niveau communautaire, qui s'engagent constamment auprès du public pour identifier les récits qui se propagent. Les participants ont donc noté que les efforts visant à lutter contre les discours de haine se concentrent de plus en plus sur les espaces numériques, mais que le lien entre les efforts en ligne et hors ligne est faible et inexistant dans certains contextes. Il en résulte des efforts cloisonnés dans les différentes sphères, malgré le fait que parfois le public visé par ces efforts est le même.

**Le fossé entre les sexes :** Certains participants ont mentionné que les femmes sont généralement exclues du domaine des affaires publiques, des questions de paix et de sécurité et de ce

43 Projet de discours dangereux (2021). « discours de la fleur » à Myanmar. Disponible ici : <https://dangerousspeech.org/myanmar/> Consulté le 18 octobre 2021

44 IBID

45 (2021) Photo de profil. Disponible ici : <https://www.facebook.com/panzagar/photos/a.1419716574951829/1431247603798726>. Consulté le 22 octobre 2021.

46 The Irrawaddy (2014). Discours de haine enveniment les cœurs. Disponible ici : <https://www.irrawaddy.com/in-person/interview/hate-speech-pours-poison-heart.html> Consulté le 22 octobre 2021

47 Moonshot(2021). La méthode de réorientation: Disponible ici : <https://moonshotteam.com/redirect-method/> Consulté le 26 octobre 2021



sujet des récits haineux et qu'elles sont rarement impliquées dans les programmes visant à y remédier. Cela peut être dû à divers facteurs tels que les valeurs culturelles et la discrimination, les stéréotypes, la domination masculine qui aboutit finalement à un fossé numérique entre les sexes<sup>48</sup> et à une participation limitée aux questions sociales, hors ligne ou en ligne. Malgré cela, elles peuvent être les auteurs de récits néfastes ou contribuer à résoudre ce problème à différents niveaux et dans différents contextes. Leur influence au sein de leurs cercles, au travail, au niveau familial, peut servir à faire proliférer ces récits ou à les réduire. Ainsi, l'inclusion limitée des femmes dans ces programmes devient un obstacle au succès des programmes qui s'attaquent aux défis sociaux tels que la propagation de récits nuisibles.

**UNE PROGRAMMATION LIMITÉE SUR LA LUTTE CONTRE LES RÉCITS HAINEUX EN LIGNE:** Les participants du Liberia, de la Guinée-Bissau, du Sénégal, du Mali et du Nigeria ont noté que les programmes axés sur la lutte contre la haine sur les plateformes numériques étaient limités et qu'il n'existait pas de stratégie claire de collaboration autour de ce travail. Au Nigeria, certains acteurs ont diffusé des contre-messages dans les sections de commentaires des plateformes de réseaux sociaux. Au Liberia, il existe des systèmes d'alerte précoce qui offrent des espaces numériques pour signaler les récits haineux observés en ligne. Dans les deux pays, certains efforts ont été déployés par des groupes de jeunes qui émergent généralement pendant la période électorale et impliquent des campagnes de contre-messages.

### L'UTILISATION DU LANGAGE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX:

Le langage évolue au fil du temps et de nouveaux termes apparaissent, tandis que les anciens termes peuvent acquérir de nouvelles significations.<sup>49</sup> Comme le langage change, de nouveaux termes haineux pourraient émerger dans des contextes de conflit ou des termes existants pourraient recevoir un sens haineux et avec l'interconnexion des réseaux sociaux, ces mots sont facilement diffusés et ont le potentiel de créer des ravages avant que les artisans de la paix ne rattrapent ce nouveau contenu. De plus, l'absence d'indices de face à face dans les messages textuels des réseaux sociaux rend difficile la détermination du motif, de l'émotion et du contexte de certains messages qui peuvent contenir des termes haineux. Il est donc possible de se méprendre sur le caractère haineux ou non d'un message parce que les termes utilisés sont nouveaux ou qu'il n'y a tout simplement pas assez d'information pour déterminer le motif ou comprendre le contexte en ligne. Un participant nigérian a déclaré ce qui suit : « **Certaines des choses que nous considérons comme des discours haineux et dangereux<sup>50</sup> peuvent être très fluides, un moment elles sont haineuses et dangereuses et la minute suivante, elles ne le sont tout simplement pas.** » Ces instances peuvent constituer un défi pour les acteurs qui s'attaquent à la propagation d'un contenu qu'ils ne comprennent pas entièrement en raison de son évolution ou du manque d'informations supplémentaires pour déterminer le contexte. Les artisans de la paix doivent non seulement contrer ces récits, mais aussi surveiller de près et constamment les changements de sens de ces récits et leur potentiel de nuisance. Ce processus peut prendre beaucoup de temps et nécessiter des ressources importantes.

### 3.4. LES OPPORTUNITÉS RÉGIONALES

**Le partage d'informations entre plates-formes:** Dans les contextes où l'accès à internet est limité, les participants ont mentionné qu'ils partageraient des informations entre différents outils technologiques. Des informations provenant de plateformes qui s'appuient sur Internet pour communiquer, comme WhatsApp, étaient partagées avec des plateformes comme les SMS qui conviennent aux zones où la connectivité Internet n'est pas fiable. Un participant de Côte d'Ivoire a expliqué son projet : « **Nous menions un projet visant à réunir des filles musulmanes et chrétiennes de différents milieux pour discuter, nous avons donc créé un groupe WhatsApp où elles pouvaient discuter de divers sujets. Cependant, certaines**

48 UNICEF, (2021). Ce que nous connaissons de la fracture digitale entre les sexes concernant les filles : *Une revue de littérature*. Disponible ici : <https://www.unicef.org/eap/reports/innovation-and-technology-gender-equality-0>, Consulté le 12 octobre 2021

49 Steels, L. (2017). Le langage évolue-t-il ou change-t-il tout simplement ? *Journal of Neurolinguistics*, 43, 199-203.

50 « *On entend par discours dangereux toute forme d'expression (discours, texte ou images) susceptible d'accroître le risque que son public approuve la violence à l'égard des membres d'un autre groupe ou y participe.* » (Projet du discours dangereux, 2021)



**filles n'avaient pas accès à WhatsApp mais utilisaient les SMS, et l'une d'entre elles a accepté d'être le pont et de partager les messages du groupe WhatsApp vers les SMS et des SMS vers WhatsApp pour permettre à toutes les filles de participer. »**

Le partage d'informations entre plates-formes est utile lorsqu'il s'agit d'aborder les récits préjudiciables, en particulier dans les zones où il existe une infrastructure technologique, mais il présente certaines limites qui créent une fracture numérique entre ceux qui ont accès aux services Internet et ceux qui ont accès aux services de téléphonie mobile de base tels que la voix et les SMS. Les acteurs en ligne qui s'attaquent aux récits nuisibles peuvent partager leurs conclusions avec les acteurs utilisant les SMS afin de comparer les tendances, tandis que les acteurs utilisant les SMS sont en mesure de rassembler les modèles et les tendances hors ligne de récits similaires et de les « remonter » pour analyse. En outre, il est possible de mener des campagnes coordonnées sur les plateformes Internet et sur les SMS afin de s'assurer que l'approche couvre les différents espaces numériques où la haine peut apparaître.

**CAMPAGNES EN LIGNE:** Les participants ont noté qu'il existait un énorme potentiel dans les pays d'Afrique de l'Ouest pour créer des campagnes stratégiques en ligne qui peuvent être déployées pour aborder et contrer les récits haineux en ligne. Au regard d'un exemple de la Suède qui utilise le hashtag #jagårhår pour coordonner des actions en ligne qui contrent la haine, les participants ont fait référence aux protestations en ligne

#EndSARS qui ont débuté au Nigeria mais qui ont également résonné dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. L'utilisation d'un hashtag commun par les artisans de la paix en Afrique de l'Ouest pour s'engager dans les espaces numériques a été identifiée comme une opportunité à exploiter. Un participant a inventé le hashtag **#BustIT**, suggérant qu'il pourrait être utilisé par les acteurs de la paix pour démystifier la désinformation, ce qui signifie que la personne qui poste ou la fausse information a été « **démasquée** » avant de se répandre et de causer du tort.

**SURVEILLANCE DES MOTS-CLÉS:** Les participants sénégalais, maliens et burkinabè ont indiqué que dans leurs contextes, les entreprises de réseaux sociaux telles que Facebook et d'autres plateformes d'information publique ont mis en place des systèmes techniques et automatisés de surveillance des réseaux sociaux basés sur des mots clés spécifiques qui sont incendiaires ou haineux. Lorsque ces mots clés sont utilisés dans un commentaire, les systèmes identifient et signalent ces commentaires et parfois les suppriment. Il s'agit d'un moyen automatisé de gérer les discours haineux en ligne. Ces efforts déployés par les entreprises technologiques offrent la possibilité de s'engager avec les artisans de la paix locaux pour mettre en place ces systèmes de surveillance automatisés et s'assurer qu'ils ne portent pas atteinte à la liberté de parole ou d'expression lors de la suppression du contenu. L'équilibre précaire entre la prévention de la diffusion de contenus nuisibles en ligne et la garantie du respect des droits fondamentaux peut être atteint grâce à de telles opportunités de collaboration.

**LOIS SUR LA CYBERCRIMINALITÉ:** Certains participants ont mentionné la présence de lois et de politiques qui régissent les espaces numériques. Un participant du Sénégal a noté que : « **nous avons des lois en matière de cybercriminalité qui ont conduit à l'arrestation de jeunes qui diffusaient des fausses informations, de la désinformation et des contenus haineux.** » Bien que les lois sur la cybercriminalité soient utiles pour naviguer dans les espaces numériques et protéger les utilisateurs contre les contenus préjudiciables, elles devraient être mises en œuvre de manière transparente et responsable afin d'éviter une mauvaise utilisation et une militarisation de ces lois, comme cela a été le cas en Mauritanie en 2018 lorsque l'activiste mauritanien Abdallahi Salem Ould Yali a été emprisonné pour avoir appelé le groupe ethnique des Haratines (auquel il appartient) à réclamer leurs droits et à résister à la discrimination.<sup>51</sup>

51 Human Rights Watch (2021). L'abus des mesures relatives à la cybercriminalité entache les pourparlers de l'ONU. Disponible ici : <https://www.hrw.org/news/2021/05/05/abuse-cybercrime-measures-taints-un-talks> Consulté le 12 octobre 2021

# LA MÉDIATION NUMÉRIQUE

La conception d'un processus de médiation détermine les étapes et la structure que suivra un processus de médiation ou de facilitation. La conception contient des questions de procédure, d'organisation et certaines questions de fond, qui peuvent être hautement politiques. Si l'on ne tient pas compte de ces questions et que l'on se lance directement dans un outil de conférence en ligne, le processus de médiation numérique risque d'échouer. La transition du format en personne au format en ligne ne se limite pas au choix d'un outil de vidéoconférence. Les interactions en ligne ont une dynamique différente qu'il faut prendre en compte. Une première réaction est de penser à ce qu'une réunion perd en allant en ligne, plutôt que de considérer ce que les salles virtuelles et les outils numériques peuvent permettre à des personnes situées dans des lieux différents de se rencontrer. Les éléments importants de la médiation, comme la confiance, risquent de souffrir ou d'être difficiles à établir dans le cadre de la médiation numérique. Les artisans de la paix doivent donc réfléchir à d'autres moyens d'établir ou de rétablir la confiance dans les espaces numériques. Par exemple, il y a eu des cas d'approches hybrides, qui visent à incorporer une rencontre physique dans le processus de médiation numérique pour maintenir la confiance. D'autres commencent par un processus de médiation hors ligne, puis, une fois la confiance établie, transfèrent le processus dans un espace numérique. Ces ajustements du processus de médiation font partie de la conception du processus numérique. La conception du processus numérique est un ensemble de bonnes pratiques qui peuvent aider les acteurs à redéfinir un processus de médiation spécifiquement pour l'espace numérique. Ce processus aide les acteurs de la paix à réfléchir de manière critique aux raisons pour lesquelles ils doivent lancer un processus de médiation numérique, à ce qu'ils pourraient y perdre et y gagner et à la manière dont ils peuvent minimiser les pertes et amplifier les gains.

## 4.1. QUE FAIT-ON EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

Les programmes de médiation numérique étaient les moins courants parmi les quatre thèmes couverts par ces consultations, en raison de certains des défis présentés ci-dessous. Cette situation n'est cependant pas particulière à l'Afrique de l'Ouest. Au niveau mondial, peu de programmes s'engagent dans la médiation numérique en raison de divers problèmes. En fait, un récent rapport du PNUDPA<sup>52</sup> visant à fournir aux médiateurs des exemples concrets et des informations pratiques sur les programmes de médiation numérique ne comprend que 15 exemples. Cependant, les participants à la consultation ont trouvé le concept pratique, citant que l'approche serait utile dans

leurs contextes mais devrait être précédée d'autres aspects tels que la formation des médiateurs hors ligne sur les compétences de facilitation numérique, l'accès à l'internet et la formation à la culture numérique.

**Cas n° 1:** En 2020, *Build Up* a mené un processus complet de recherche participative au Burkina Faso sur les facteurs de conflit et de résilience via WhatsApp. Cela a impliqué des consultations avec les principales parties prenantes, des ateliers d'analyse, la formation et l'appui des équipes d'enquêteurs qui ont parlé à plus de 2000 Burkinabè dans les 6 régions du pays. Au début, l'équipe a organisé une consultation numérique avec 40 groupes de la société civile et des représentants du gouvernement pour élaborer un questionnaire de recherche basé sur leurs priorités. Obtenir l'accord de 40 parties prenantes différentes sur un questionnaire de recherche permettant d'aborder des sujets sensibles s'est avéré assez difficile au début en raison des différents points de vue et agendas. *Build Up* a décidé de mener ce processus sous forme de médiation numérique afin de parvenir à un consensus sur le questionnaire. L'équipe du projet avait prévu d'organiser un atelier de deux jours en personne pour cette étape initiale, mais l'a déplacé vers une consultation de huit jours sur WhatsApp<sup>53</sup>. En raison de l'ampleur de ce travail, il y avait toujours 2 ou 3 facilitateurs pour analyser les données, rassembler les documents et assurer le bon déroulement du processus. En fin de compte, le processus a permis d'envoyer et de recevoir plus de 10 000 messages au cours des 8 jours et est parvenu à un consensus sur les facteurs de conflit et de résilience au Burkina Faso, qui a servi de base au questionnaire final.

## 4.2. QUE FAIT-ON DANS LE MONDE ?

**Cas n° 1:** Le Centre pour le dialogue humanitaire (DH) a mené des processus de médiation numérique en Libye visant à relancer le processus politique après plus d'un an de guerre et plusieurs années de divisions et de conflits parlementaires. Ils ont assuré la médiation de six sessions informelles électroniques qui appuyaient un processus de paix formel mené par les Nations unies en Libye. Quatre de ces sessions ont eu lieu entre les membres de la Chambre des représentants en Libye. Ils réunissaient les membres sur Zoom pour discuter des questions relatives à la reprise du processus de paix et des pourparlers et assuraient la médiation de ces sessions. Grâce

52 PNUDPA, DH. (2019). Technologies numériques et médiation dans les conflits armés. Disponible ici : <https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/Digital-ToolkitReport.pdf> Consulté le 24 octobre 2021.

53 Il est important de le savoir car, en règle générale, il faut trois à quatre fois plus de temps pour organiser un atelier via une application de messagerie que pour organiser un atelier hors ligne.

à une plate-forme de conférence Web telle que Zoom, DH a pu gérer les participants, par exemple en indiquant leur nom, en levant la main, en coupant les bruits de fond, en les plaçant dans des groupes, etc.<sup>54</sup> Ces réunions Zoom ont complété certaines sessions hors ligne que DH avait facilitées avant le COVID-19. Elles ont également complété certaines des relations que le DH avait cultivées au cours de ses 10 années de travail en Libye.

**Cas n° 2:** En 2018, un accord de partage du pouvoir a été signé au Soudan du Sud, cependant, la mise en œuvre de l'accord a été extrêmement lente en raison des désaccords entre les partis politiques et au prix de vies humaines en raison du conflit en cours. En réponse à cette situation, la *Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (MINUSS)* a lancé un processus de médiation hors ligne pour tous les partis politiques, appelé forum des partis politiques (FPP). C'était la première fois que des partis politiques étaient réunis dans une même salle dans un cadre non opposant, ce qui a provoqué des tensions dans la salle. Cependant, les participants ont apprécié ce forum et ont voulu le poursuivre car ils ont apprécié les canaux de discussion ouverts dans la salle. Lorsque la pandémie a frappé et que le gouvernement a imposé des restrictions sur les rassemblements, la capacité de la MINUSS à poursuivre son travail de médiation et d'engagement hors ligne a été réduite.

Sur la base de l'élan que la MINUSS avait suscité auprès de ces FPP et compte tenu des défis liés à la pandémie, la MINUSS a transféré le processus en ligne. Les participants ont utilisé Microsoft Teams. Certains participants ont dû recevoir des forfaits Internet pour faciliter leur accès à l'internet. La plupart des participants utilisaient leur téléphone portable pour participer au processus. La MINUSS a poursuivi ces processus de médiation numérique pendant trois mois. Grâce à l'appui de la MINUSS, les partis politiques ont réussi à renforcer la capacité de leurs représentants à utiliser la visioconférence comme outil de participation aux processus de médiation numérique, aux sessions de dialogue au sein du parti et aux formations. Cela a également généré un climat d'échange positif tant entre les partis qu'avec la MINUSS.

### 4.3. LES DÉFIS AU PLAN RÉGIONAL

- Établissement d'une relation de confiance en ligne : Les processus de médiation qui impliquent des participants en conflit les uns avec les autres nécessitent une confiance qui peut être établie hors ligne par des activités communes banales, comme le partage d'une tasse de thé. L'absence de cet engagement physique dans un espace en ligne rend plus difficile l'établissement de la confiance. Les participants ont mentionné qu'il était assez difficile d'établir la confiance nécessaire à un dialogue constructif et que les distractions

pouvaient facilement s'installer. Ils ont mentionné que l'espace en ligne peut facilement créer une distance entre les participants au lieu de les rapprocher, les faisant se sentir détachés du processus et finalement perdre la confiance dans le processus.

- **Compétences en médiation numérique :** Les bons facilitateurs hors ligne ne sont pas toujours de bons facilitateurs en ligne. Lorsque les processus de dialogue se déplacent vers des espaces numériques, les facilitateurs hors ligne doivent adapter leurs compétences en matière de facilitation pour tirer parti des espaces numériques. Les participants ont mentionné que les compétences nécessaires pour naviguer dans les espaces numériques et organiser des processus de dialogue dans ces environnements n'étaient pas courantes chez les facilitateurs dans leur domaine. Les questions des participants ont porté sur la manière dont les artisans de la paix pouvaient naviguer dans les espaces en ligne et faciliter le dialogue, et sur la manière dont les compétences de facilitation hors ligne pouvaient être mises à profit en ligne.
- **Une mauvaise connectivité :** Pour que les processus de médiation soient couronnés de succès, la participation significative et active de toutes les parties prenantes est essentielle. Les facilitateurs doivent guider et gérer les conversations sensibles et veiller à la création d'un espace inclusif. Hors ligne, ces considérations sont souvent satisfaites en réunissant toutes les parties prenantes dans la même pièce, en limitant les distractions et en facilitant un flux de conversation naturel. Lorsque ces considérations sont déplacées dans l'espace numérique, les processus de médiation peuvent facilement être perturbés par une mauvaise connectivité Internet d'une ou de toutes les parties concernées. Une partie qui ne cesse d'entrer et de sortir de l'espace numérique en raison d'une mauvaise connectivité Internet peut être considérée comme non professionnelle, comme un trouble-fête ou comme ne prenant pas le processus



au sérieux. Dans ce contexte, une mauvaise connectivité n'empêche pas seulement un acteur de participer pleinement, mais peut aussi avoir des effets négatifs sur un processus de médiation numérique. Les participants maliens et nigériens, par exemple, ont mentionné que les processus de médiation numérique pouvaient fonctionner dans les espaces urbains, mais que les participants des zones rurales trouveraient cela difficile.

- **Perceptions des réseaux sociaux** : Si les réseaux sociaux présentent des avantages en tant qu'outils permettant d'appuyer les processus démocratiques et pacifiques, ils ont également des inconvénients qui favorisent la désinformation, l'intolérance et d'autres vices. Compte tenu de cette dualité, certains acteurs pourraient choisir de se concentrer sur le côté négatif des réseaux sociaux. Il devient donc difficile de convaincre ces acteurs de mener des processus de médiation et de dialogue sur les réseaux sociaux. Un participant du Burkina Faso a raconté qu'il avait été confronté à des critiques de la part des chefs religieux et communautaires qui devaient être impliqués dans les dialogues de médiation, pour avoir suggéré et utilisé les réseaux sociaux en vue de la médiation et de l'atténuation des conflits. La perception négative des réseaux sociaux peut facilement obscurcir le point de vue de divers acteurs qui jouent un rôle clé dans le processus de médiation.

#### 4.4. LES OPPORTUNITÉS RÉGIONALES

- **Les efforts continus de médiation hors ligne** : Il est apparu clairement que des efforts de médiation hors ligne étaient en cours dans la région pour résoudre les conflits. Certains participants aux sessions étaient des médiateurs dans des espaces hors ligne et voulaient apprendre comment ils pouvaient obtenir les résultats des processus de médiation hors ligne dans un espace numérique. Un participant du Burkina Faso a indiqué que : « **Je suis un médiateur maintenant et je sais combien la confiance est importante, comment obtenir cette confiance sur la médiation numérique ?** ». Les participants ont également identifié les avantages de l'intégration des outils numériques et ont vu une opportunité d'appliquer ces outils pour continuer leur travail de médiation, en particulier pendant les couvre-feux et les fermetures imposés par le gouvernement en réponse à la propagation du COVID-19. Un participant du Nigéria a déclaré : « **Je suis membre du conseil du « Tribunal à portes multiples » de l'État du Plateau, qui est un guichet de règlement alternatif des différends permettant de résoudre toutes sortes de conflits.[...] Je crois que le travail que nous faisons peut-être renforcé par l'utilisation d'outils numériques.** » La présence de médiateurs hors ligne dans la région crée une opportunité de leur donner les moyens d'adopter des plateformes numériques et de poursuivre leur travail malgré les obstacles tels que les blocages et les restrictions de rassemblement. La compréhension du processus de médiation dans différents

contextes crée une base sur laquelle la technologie devient un avantage supplémentaire et non un remplacement du processus. La formation se concentrerait sur la dynamique de l'espace numérique et n'aurait pas à couvrir les bases de la médiation, car il s'agirait de connaissances existantes. Après la formation, les médiateurs ont également l'occasion de partager et d'échanger les différentes idées et stratégies qu'ils appliquent dans l'adoption d'outils numériques pour faciliter le dialogue.

- **Croissance des plateformes de réseaux sociaux** : Bien que la connectivité Internet ait été citée comme un défi, cela faisait référence à l'utilisation d'outils de visioconférence tels que Zoom. Les participants considèrent et pensent que les processus de médiation numérique ne sont possibles qu'avec les plateformes de visioconférence. Après s'être renseignés sur la médiation numérique et les processus de consultation qui peuvent être menés sur des plateformes de messagerie telles que WhatsApp, ils ont identifié l'utilisation répandue de WhatsApp dans leurs contextes comme une opportunité pour explorer la médiation numérique. Les participants ont noté : « **L'utilisation et le développement de la technologie numérique par des millions de personnes au Niger, en particulier les réseaux sociaux et les médias [...]** » comme une opportunité existante qui peut permettre la médiation numérique. Un autre participant du Mali a noté : « **Au Mali, l'utilisation actuelle de WhatsApp peut être une opportunité.** ».

- **Les programmes de consolidation de la paix en ligne existants** : Les participants s'accordent à dire que les plateformes de médias sociaux sont très utilisées pour les campagnes de sensibilisation et d'information dans la région. D'autres cas d'utilisation incluent l'utilisation des réseaux sociaux pour exhorter les communautés à être pacifiques pendant les élections. Un participant du Liberia a partagé cette information : « **Au Liberia, les jeunes ont utilisé les plateformes de réseaux sociaux pour envoyer des messages de paix pendant les récentes élections afin de calmer les tensions.** » Ils y ont vu l'occasion d'étendre l'utilisation des réseaux sociaux au-delà des campagnes de sensibilisation, à la médiation numérique. Les obstacles pour aller dans cette direction seraient faibles car le public cible serait les utilisateurs des réseaux sociaux et non pas toutes les catégories démographiques. Cette approche compléterait les processus de médiation hors ligne, qui incluraient par exemple les anciens de la communauté, tandis que les dialogues de médiation en ligne impliqueraient les jeunes qui ont accès à ces outils. Un participant ghanéen a indiqué que « **cette approche fonctionnerait car les jeunes sont désireux d'apprendre, ils ont de l'appétit et une compréhension technologique de base qui peut être exploitée pour une telle intervention.** » Les processus se dérouleraient en parallèle et s'alimenteraient mutuellement en informations pour un processus de médiation inclusif.

# RECOMMANDATIONS

Les recommandations générales à l'intention des institutions régionales, à titre d'exemple, la CEDEAO, les gouvernements et les partenaires au développement et les acteurs régionaux œuvrant dans le domaine de la consolidation de la paix.

- **Développer et renforcer les compétences des artisans de la paix en matière d'information, de communication et de technologie.** Le passage des artisans de la paix à l'engagement des communautés dans les espaces numériques signifie qu'il faut renforcer leurs compétences technologiques. Cela leur permettra de tirer parti de l'utilisation des technologies pour comprendre la dynamique des conflits numériques et construire la paix. Les entreprises technologiques, les gouvernements, les institutions académiques et les partenaires au développement doivent développer des programmes et des cours de TIC qui appliquent une optique de développement social ou de construction de la paix pour que les acteurs de la paix puissent améliorer leurs compétences. Au-delà du renforcement des capacités du personnel, les bailleurs de fonds devraient fournir aux organisations des ressources pour améliorer leurs actifs technologiques, tels que les licences de logiciels et l'acquisition et la gestion du matériel. L'accent ne doit pas être mis uniquement sur les aspects techniques, mais aussi sur la manière dont les compétences et les outils techniques peuvent être appliqués au développement social. Dans la mesure du possible, les programmes doivent être dispensés dans les langues locales afin de garantir l'inclusion.
- **Apprentissage et partage au niveau régional.** Les agences régionales, les gouvernements et les partenaires au développement doivent fournir des plateformes et des espaces où les artisans de la paix peuvent se réunir pour partager les leçons tirées de l'utilisation de la technologie dans les programmes de consolidation de la paix. Ces forums peuvent être organisés par thème ou par programme afin de permettre des sessions d'apprentissage approfondi. Par exemple, un atelier pour les praticiens régionaux de l'alerte précoce et de la réponse. Le forum prévu sur l'innovation en matière de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest (WAPSI) est un espace approprié pour lancer ces sessions d'apprentissage conjoint et également déterminer les domaines programmatiques qui peuvent se rencontrer au-delà du forum WAPSI.

- **Repenser les partenariats public-privé.** La facture digitale<sup>55</sup> demeure un défi majeur pour les artisans de la paix qui adoptent les technologies pour la consolidation de la paix. À ce titre, les institutions régionales telles que la CEDEAO et les gouvernements devraient repenser des partenariats régionaux avec les compagnies de télécommunications afin d'établir des politiques qui favorisent le développement social basé sur la technologie. Par exemple, la réduction des coûts des données pour les artisans de la paix qui surveillent les conflits à l'aide de plateformes numériques ou les institutions qui mènent des programmes de médiation numérique avec les communautés en conflit. Bien que cela n'élimine pas la fracture numérique, cela réduit les obstacles à l'entrée dans l'espace technologique pour les artisans de la paix qui ont déjà établi une confiance avec les communautés en conflit et qui prévoient d'utiliser la technologie pour améliorer leur travail.
- **Renforcer les liens entre les programmes en ligne et hors ligne.** Malgré ce passage aux espaces numériques, il est impératif de ne pas ignorer la programmation hors ligne. Il faut reconnaître que la dynamique des conflits oscille entre les deux sphères, les institutions régionales, les donateurs et les réseaux de consolidation de la paix devraient renforcer et appuyer les programmes qui comblent ce fossé entre le numérique et la composante hors ligne afin de mettre en œuvre des activités dynamiques de consolidation de la paix. Cela peut également souligner la nécessité pour les artisans de la paix hors ligne de collaborer avec les artisans de la paix numériques.

Outre les recommandations générales, vous trouverez ci-dessous des recommandations thématiques destinées aux artisans de la paix.

## REPENSER LA COLLABORATION AVEC LA JEUNESSE DANS CADRE DE LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

- **Impliquer les jeunes dans la consolidation de la paix non seulement en tant que bénéficiaires mais aussi en tant qu'exécutants :** Les artisans de la paix devraient relever le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix en tant que navigateurs compétents des espaces en ligne, afin de jouer un rôle significatif dans la consolidation de la paix. Considérés comme des natifs du numérique<sup>56</sup>, ces jeunes peuvent être ceux

55 « La fracture numérique peut désigner la disparité entre les individus, les ménages, les communautés et/ou les pays à différents niveaux socio-économiques et institutionnels qui ont ou n'ont pas la possibilité d'accéder aux TIC et de les utiliser. » Srinuan, C., et Bohlin, E. (2011) *Comprendre la fracture digitale: Une étude documentaire et des pistes pour l'avenir.*

56 Dingli, A., & Seychell, D. (2015). *Les nouveaux natifs du monde digital.* JB Metzler: Stuttgart, Germany.

qui appuient la formation aux compétences technologiques ou qui identifient les tendances pertinentes en ligne au fur et à mesure qu'elles se développent. Dans d'autres contextes, les jeunes ont mené des initiatives de consolidation de la paix numérique, en tendant la main à d'autres jeunes en ligne qui risquaient d'être recrutés et polarisés. Ce rôle actif des jeunes dans les espaces numériques doit être généralisé, car ils ont beaucoup à offrir en ce qui concerne l'espace en ligne.

- **Relier les systèmes d'alerte précoce locaux aux systèmes régionaux.** Les systèmes d'alerte précoce reposent sur un réseau distribué d'acteurs pour être efficaces. À ce titre, les systèmes nationaux comme le Réseau d'alerte précoce et de réponse du Liberia (LERN) et les systèmes à l'échelle régionale comme l'ECOWARN devraient réexaminer la manière d'établir des liens clairs avec les systèmes locaux. Il est louable que l'ECOWARN travaille déjà avec le Réseau ouest-africain pour la paix. Cependant, les acteurs extérieurs à WANEP disposant de systèmes SAPR peuvent disposer de canaux d'échange d'informations pour enrichir les systèmes régionaux et nationaux. Ces canaux peuvent également servir d'opportunités pour les acteurs locaux d'apprendre les différentes technologies et techniques d'analyse et de gestion des données utilisées par les systèmes régionaux.
- **Inclure des réponses précoces basées sur le numérique:** Les acteurs de la paix qui déploient des systèmes d'alerte précoce devraient inclure des réponses précoces qui ne sont pas seulement basées hors ligne mais aussi en ligne. Dans les cas où la propagation de rumeurs néfastes et de désinformation sur les espaces numériques est un indicateur de violence imminente, les réponses précoces qui s'appuient sur la technologie devraient accompagner les réponses hors ligne. Il peut s'agir de campagnes massives et coordonnées de démythification et de lutte contre la désinformation en ligne ou de l'activation de bâtisseurs de paix numériques pour dépoliariser les débats conflictuels en ligne, entre autres stratégies. Elles appuieraient les efforts menés hors ligne qui peuvent être plus lents à mettre en œuvre.

### CONTRE LES RÉCIFS NÉFASTES DIFFUSÉS EN LIGNE

- **Promouvoir une éducation relative aux médias numériques** parmi les artisans de la paix et leurs communautés cibles, qui allie compétences techniques et responsabilité sociale. Alors que les artisans de la paix se tournent vers les espaces numériques, les gouvernements, les institutions universitaires et les acteurs du développement régional doivent proposer des programmes d'alphabétisation numérique aux acteurs de la paix et au public. Ces programmes ne doivent pas seulement viser à fournir les compétences techniques nécessaires pour relever les défis numériques tels que les problèmes de

confidentialité, la désinformation, la fraude sur Internet, les cyberattaques, entre autres, mais aussi à inculquer le concept de responsabilité sociale lors de l'utilisation de contenus en ligne. Comprendre ces risques numériques, la façon dont ils affectent notre bien-être social et comment les atténuer, permettrait aux deux parties de se protéger et de relever ces défis pour construire des espaces numériques sécurisés.

- **Promouvoir les interventions fondées sur les données.** Les acteurs de la consolidation de la paix devraient être guidés par des données ou des recherches lorsqu'ils interviennent dans les espaces numériques pour s'attaquer aux récits nuisibles. Comprendre les différents récits en ligne, leur puissance pour les différents acteurs, leur public cible et leurs auteurs, leurs liens avec le contexte hors ligne permettrait d'éclairer l'approche stratégique utilisée pour y faire face. Des organisations telles que le CITAD sont déjà sur cette voie avec leur recours qui analyse les récits haineux visant les femmes au Nigeria et la perception publique des femmes en politique. La ressource a été utilisée par une organisation pour informer ses stratégies visant à traiter ce type de contenu. Ce type de collaboration entre l'enquête et la mise en œuvre du projet peut être réalisé par le biais de partenariats entre les OSC et les universités ou par la conception de projets précédés et informés par des recherches menées localement.

### LA MÉDIATION NUMÉRIQUE

- **Investir dans le processus pas uniquement dans la technologie :** La médiation numérique ne consiste pas à se doter de la meilleure technologie de visioconférence pour mener des entretiens de médiation, mais un processus qui peut commencer et se terminer hors ligne. Les artisans de la paix doivent donc investir dans l'établissement de relations hors ligne ou dans l'exploitation de relations hors ligne existantes pour mettre en œuvre des activités en ligne. Avant de s'engager dans un processus de médiation digitale, par exemple, l'expérience et les connaissances numériques peuvent varier d'un acteur à l'autre et les artisans de la paix doivent réfléchir à la manière de combler ce fossé. Pendant le processus numérique, la confidentialité des conversations et la pleine participation doivent être prises en compte. Après les entretiens de médiation, les informations recueillies devront généralement être partagées hors ligne, en particulier si elles sont destinées à informer les politiques. Investir dans le processus depuis le début, mi-parcours et la fin, et pas seulement dans la technologie qui sera utilisée principalement à mi-parcours, donne aux artisans de la paix de meilleures chances de mener à bien des interventions de médiation numérique.

## ANNEXE 1.

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Repenser le dialogue avec la jeunesse dans la consolidation de la paix (Afrique de l'Ouest)</b>			
<b>Coalition 2250</b>	<i>La Coalition 2250 est une initiative d'organisations locales au Burkina Faso qui vise à mettre en œuvre la résolution 2250 des Nations unies. La coalition a plaidé auprès du gouvernement pour la rédaction, l'adoption et la mise en œuvre d'un plan d'action national pour la résolution 2250 au Burkina Faso. La coalition a inclus la jeunesse burkinabè dans ce processus en lui donnant l'opportunité et la possibilité d'organiser des discussions sur la paix et la sécurité, dont les idées éclaireront le travail de la coalition et le plan d'action national. La coalition a d'abord formé les jeunes aux techniques d'animation et aux outils technologiques, puis leur a donné l'occasion d'appliquer ces compétences en accueillant et en animant des discussions sur la paix et la sécurité avec la coalition et d'autres jeunes Burkinabè.</i>	<b>Burkina Faso</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP)</b>	<i>The L'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP) a travaillé avec la jeunesse malienne en utilisant des outils audio-visuels. L'IMRAP déploie ces outils pour faciliter le dialogue entre les communautés dans les zones de conflit. L'intervention consiste en de courtes vidéos sur la paix et la sécurité au Mali que les populations regardent en groupe, puis une discussion animée suit. Afin d'impliquer davantage les jeunes, IMRAP a partagé ces vidéos sur WhatsApp et YouTube et a ensuite collaborer avec les jeunes dans ces espaces pour discuter des moyens d'atténuer les conflits violents.</i>	<b>Mali</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Jeunesse pour la construction de la paix et le développement en Afrique (YOUPEDA)</b>	<i>Jeunesse pour la Construction de la Paix et le Développement en Afrique (YOUPEDA) est une organisation nigériane qui utilise Facebook pour engager les jeunes dans des processus de dialogue sur la paix et les relations humaines par le biais de son programme intitulé « Renforcer les jeunes pour prévenir et contrer l'extrémisme violent. » Ils créent l'inclusion en nommant des jeunes musulmans et chrétiens dans leur espace pour s'assurer que les discussions bénéficient de différentes voix et que les jeunes de différents milieux et idéologies sont inclus dans les discussions sur la consolidation de la paix.</i>	<b>Nigéria</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Centre pour le Dialogue Humanitaire (DH)</b>	<i>(DH) a tiré les leçons de la façon dont les jeunes se sont engagés en ligne, pendant les manifestations #EndSars et a organisé une session de dialogue en ligne sur les médias sociaux pour se connecter avec eux. Plus précisément, DH travaille avec des comités de pilotage dans les communautés locales où elle opère. Les représentants des jeunes au sein de ces comités sont inclus dans certains des processus de paix. Par exemple, l'équipe du DH a identifié une communauté qui avait un conflit de longue date. Puis, par le biais du comité de pilotage de cette communauté, elle a mobilisé les jeunes membres de la communauté pour participer à un dialogue en ligne. Ces participants ont mis en évidence leurs problèmes et ont commencé à identifier des solutions pour eux en tant que collectif, par le biais d'une discussion en ligne facilitée. Une solution pourrait prendre la forme d'un engagement solide pris et accepté par les participants, par exemple, partager des messages positifs avec leur réseau et ne pas faciliter la diffusion de la haine ou de la désinformation en ligne, tout en éduquant leurs amis sur l'impact négatif des fausses informations et de la haine en ligne. Les membres de la communauté du dialogue en ligne explorent maintenant avec leur communauté élargie les impacts positifs que les espaces virtuels peuvent avoir sur les conflits.</i>	<b>Nigéria</b>	<a href="#">Lien</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Oxfam IBIS et Build Up</b>	Depuis le début de l'année 2020, <i>Oxfam IBIS</i> et <i>Build Up</i> se sont engagés avec 6 équipes de 2 à 3 artisans de la paix du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Ce projet en cours a permis de dispenser des formations sur l'action non violente, la conception centrée sur l'humain et les conflits numériques aux jeunes via WhatsApp, sur Zoom et en personne. L'objectif est d'appuyer les acteurs locaux de la société civile pour piloter des initiatives technologiques qui favorisent la paix.	<b>Mali, Burkina Faso et Niger</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Repenser l'engagement des jeunes dans la consolidation de la paix (mondial)</b>			
<b>Alerte Internationale des Philippines et Build Up</b>	Tout au long de 2018 et 2019, Build Up a travaillé avec le réseau de jeunes d'Alerte Internationale à l'effet de former deux cohortes de jeunes leaders à la vidéo participative et aux communications stratégiques. Le projet a accompagné la production de sept courts métrages qui abordent des problèmes impératifs auxquels sont confrontés les jeunes et leurs communautés : discrimination migratoire, inondations, désintégration de la culture et des traditions autochtones, querelles de clans et extrémisme violent. Depuis leur production, les films ont été présentés à divers publics lors de projections communautaires dans les principales villes des Philippines. Ils ont également été mis en avant dans les campagnes de réseaux sociaux d'Alerte Internationale sur Facebook et Twitter afin d'enrichir les délibérations et les discussions, sensibilisant ainsi le public avec plus de 60 000 vues et faisant un appel à l'action.	<b>Philippines</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Alliance des civilisations au Nations Unies</b>	En janvier 2021, l'Alliance des civilisations des Nations unies (UNAOC) a accueilli la première consultation en ligne des jeunes sur la prévention de l'extrémisme violent par le sport dans le cadre du programme mondial des Nations unies sur la sécurité des grandes manifestations sportives et la promotion du sport et de ses valeurs comme outil de prévention de l'extrémisme violent. Des jeunes âgés de 15 à 29 ans, intéressés par le rôle que le sport peut jouer dans la prévention de l'extrémisme violent par le biais de l'élaboration de politiques, de programmes innovants, du partage des connaissances et de la sensibilisation, ont pu partager leurs points de vue et leurs idées. Le forum a connu la présence de 48 jeunes leaders de 40 pays et en provenance de 5 continents, ainsi que de 20 points focaux nationaux (PFN) sur la PEV, désignés par les États membres pour représenter leurs entités respectives dans le réseau mondial des PFN sur la Prévention de l'extrémisme violent. Les informations recueillies lors de cette consultation seront utilisées pour élaborer un guide à l'intention des décideurs afin de promouvoir le rôle du sport et de ses valeurs dans la prévention de l'extrémisme violent et de garantir l'inclusion d'initiatives fondées sur les valeurs du sport dans les plans d'action nationaux au titre de la PEV.	<b>Mondial</b>	<a href="#">Lien</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Center for Media, Democracy, Peace and Security (CMDPS)</b> et <b>Build Up</b>	<p>Maskani Commons est une collaboration entre six universités publiques de l'ouest du Kenya, le Center for Media, Democracy, Peace and Security (CMDPS) et Build Up. Dans ce programme, soixante étudiants ont reçu une formation et un accompagnement pour intervenir sur des questions polarisantes de politique, d'ethnicité et de Covid-19 sur leurs propres fils de réseaux sociaux.</p> <p>Le projet visait à engager les étudiants kenyans dans l'identification des thèmes et sujets sociaux qui déclenchent la polarisation en ligne et la diffusion de contenus préjudiciables sur les plateformes numériques, et à les engager dans la promotion d'un dialogue constructif et dépolarisant à travers les démographies ethniques, le genre et l'âge. Ce faisant, le projet a donné aux étudiants, qui se désignent désormais officiellement comme les Maskani Commons, les moyens d'atténuer les divisions et les conflits au Kenya sur les espaces numériques. Au cours de ces trois mois, ils ont choisi de se concentrer sur la division ethnique, l'instabilité politique à l'approche des élections de 2022 et la désinformation autour de la pandémie de Covid-19.</p>	<b>Kenya</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Systèmes d'alerte précoce et de réponse basés sur la technologie (Afrique de l'Ouest)</b>			
<b>CEDEAO</b>	<p>Le réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (<b>ECOWARN</b>) est un outil d'observation, de surveillance et de réponse pour la prévention des conflits et la prise de décision, géré par le département d'alerte précoce de la CEDEAO. Créé en 1999, il est opérationnel depuis 2003. L'ECOWARN couvre les quinze États membres de la région de la CEDEAO et compte cinq observateurs sur le terrain dans chaque État, à l'exception du Nigeria qui en compte sept en raison de sa plus importante population. Les observateurs sur le terrain sont équipés de téléphones mobiles, d'ordinateurs portables et d'une connectivité de données pour signaler les incidents pertinents autour d'eux à la plate-forme ECOWARN tous les quinze jours. Ces rapports sont guidés par 56 indicateurs de sécurité humaine que les observateurs de terrain utilisent.</p> <p>La structure d'ECOWARN comporte deux parties essentielles. La collecte de données d'alerte précoce et le mécanisme de réponse. Pour la collecte de données, la CEDEAO a officiellement établi un partenariat avec le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), une organisation régionale de consolidation de la paix qui compte plus de 500 organisations membres dans toute l'Afrique de l'Ouest. Cette structure et ce réseau permettent à l'ECOWARN de s'engager avec les organisations locales dans la collecte de données par le biais du WANEP. Pour le mécanisme de réponse, ECOWARN a établi des partenariats avec les agents de sécurité de l'État dans les quinze pays. ECOWARN fournit des rapports mensuels sur les tendances des conflits, accompagnés de recommandations et d'options de réponse au gouvernement concerné, qui décide de la manière de réagir. Toutes les réponses sont évaluées par ECOWARN en termes d'efficacité et d'impact sur une situation spécifique afin d'identifier les lacunes existantes ou les résultats positifs. Tous les rapports d'ECOWARN ne sont cependant pas disponibles au public en raison de diverses sensibilités liées aux informations que le système surveille et auxquelles il répond.</p>	<b>Afrique de l'Ouest</b>	<a href="#">Lien</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Réseau Ouest-Africain Pour la Consolidation de la Paix (WANEP)</b>	<p><i>Le Réseau d'alerte précoce et de réponse rapide de l'Afrique de l'Ouest (WARN)</i> est un élément fondamental du mécanisme de prévention des conflits du Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP). Le WARN est un système régional qui surveille et signale les situations sociopolitiques susceptibles de dégénérer en conflits violents. WANEP a développé le Système National d'Alerte Précoce (NEWS) dans l'ensemble de ses 15 réseaux nationaux qui s'appuie sur les efforts des systèmes communautaires de surveillance des conflits avec des observateurs locaux pour produire des rapports d'évaluation des conflits et de la paix et des rapports d'alerte précoce qui sont partagés avec les artisans de la paix régionaux.</p> <p>Le NEWS est un système en ligne qui facilite la production de données et d'informations par des observateurs et des rapporteurs humains dans toute la région de la CEDEAO. Bien qu'il s'agisse d'un programme national dans chaque pays, les informations recueillies collectivement font de NEWS un système régional. Les observateurs et reporters qui utilisent NEWS sont guidés par un ensemble d'indicateurs de conflits violents soigneusement sélectionnés au niveau de la communauté locale, du district, du comté, de l'état, de la région et du pays.</p>	<b>Afrique de l'Ouest</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Initiative communautaire pour le renforcement de la paix et le développement (CIEPD)</b>	<p><i>L'Initiative Communautaire pour le Renforcement de la Paix et le Développement (CIEPD)</i> - une organisation à but non lucratif de l'État de Rivers, au Nigeria - a créé et mis en œuvre le Centre de Veille des Conflits (CWC). Il s'agit d'un système EWER qui s'appuie sur diverses sources d'information communautaires et sur des indicateurs spécifiques à la communauté pour générer une analyse des foyers potentiels des conflits. L'approche du CWC est axée sur la prévision, le suivi, la surveillance et le compte rendu des situations, des événements et des acteurs (individuels, collectifs et institutionnels) susceptibles de provoquer des violences. Elle est fondée sur des mesures de prévention des conflits plutôt que sur des mesures d'atténuation. Le public peut envoyer des rapports à la plateforme par SMS, WhatsApp ou la plateforme en ligne. Les rapports vérifiés sont ensuite visualisés sur une carte fonctionnant sur la plateforme <i>Ushahidi</i> pour une analyse géospatiale et tendancielle. La carte est également disponible pour les autres acteurs. La réponse est fournie au niveau communautaire lorsque les rapports vérifiés atteignent un seuil de déclenchement du conflit. Ce système d'alerte et de réponse basé sur la technologie a été mis en place en 2015.</p>	<b>Nigeria</b>	<a href="#">Lien 1</a> <a href="#">Lien 2</a>
<b>Bureau de Consolidation de la Paix du Liberia</b>	<p><i>La plateforme du Réseau Libérien d'Alerte Précoce et de Réponse (LERN)</i> a été créée en 2010 par le Bureau de consolidation de la paix du Liberia. Le réseau est composé de 23 organisations, dont des ministères du gouvernement libérien, des organisations de la société civile et des organisations des Nations Unies. Le groupe comprend également un vaste réseau de rapporteurs qui fournissent des données d'alerte précoce sur une carte numérique de signalement d'incidents développée par <i>Ushahidi</i> et gérée par <i>iLab Liberia</i> à un moment donné. Il est important de noter que WANEP a été impliqué dans ce système dès sa création en tant que fournisseur d'informations d'alerte précoce. Le LERN est toujours opérationnel et, en 2020, le système a été utilisé pour suivre et signaler plusieurs questions de sensibilité au conflit liées à COVID-19 afin de prévenir les flambées de violence.</p>	<b>Liberia</b>	<a href="#">Lien</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Fondation pour les initiatives de partenariat dans le delta du Niger (PIND)</b>	<i>La Fondation pour les initiatives de partenariat dans le delta du Niger (PIND) gère un solide système d'alerte précoce et de réponse rapide aux conflits (EWER) dans les neuf États du delta du Niger au Nigeria. Le système compile et relie les données empiriques brutes à une analyse qualitative et à la planification des réponses. Il le fait en collaboration avec d'autres systèmes régionaux, nationaux et locaux. Les données sont principalement recueillies par des observateurs sur le terrain via une ligne mobile dédiée et intégrées à des ensembles de données provenant d'autres systèmes EWER pour validation et triangulation, puis visualisées sur une carte de la paix. La carte de la paix est utilisée pour l'analyse conjointe, la planification de la sensibilité aux conflits et la construction de la paix. La carte de la paix intègre également des données provenant d'autres sources telles que P4P (alerte précoce par SMS du IPDU), WANEP Nigeria, UNLOCK du Fonds de la paix, NEEWS2015/TMG, Sources NSRP, Conseil sur les Relations Étrangères, Nigeria Watch, ACLED, et CIEPD. Ce système EWER permet également de cartographier les organisations au Nigeria qui travaillent à la promotion de la paix et de la sécurité humaine et qui se sont inscrites pour recevoir des alertes par e-mail lorsque la violence s'est récemment intensifiée dans leur voisinage.</i>	<b>Nigeria</b>	<a href="#">Lien 1</a> <a href="#">Lien 2</a>
<b>Systèmes d'alerte précoce et de réponse basés sur la technologie (au niveau mondial)</b>			
<b>Institut pour la redevabilité sociale/ Mercy Corps/Labo PeaceTech</b>	En 2017, L'Institut pour la redevabilité sociale (TISA) s'est associé à Mercy Corps et le Labo PeaceTech pour mettre en œuvre un programme de prévention et de réponse à la violence électorale de 18 mois au Kenya. Les trois organisations visaient à atténuer le risque d'escalade de la violence liée aux élections avant, pendant et immédiatement après les élections kényanes actuellement prévues en août 2017. Elles ont mis en place un cadre EWER au centre duquel se trouvait une plateforme basée sur les SMS pour faciliter la communication entre la communauté et l'équipe de programmation. La communauté utilisait la plateforme SMS pour envoyer des messages d'alerte précoce à l'équipe de programmation, qui transmettait les informations vérifiées aux équipes d'intervention. Des messages de paix visant à contrer les rumeurs ou la désinformation étaient également diffusés au public via la plateforme.	<b>Kenya</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Belun</b>	Le système EWER de Belun travaille avec un réseau de surveillance basé sur le volontariat pour recueillir des données d'alerte précoce pertinentes et des informations sur les incidents violents et les changements de situation dans 3 municipalités du Timor-Oriental. 10 moniteurs opérant dans 10 postes administratifs collectent les données, qui sont ensuite transmises via un ordinateur tablette au bureau de Belun pour analyse et le nouveau portail de données sur les incidents et les conflits potentiels de Belun qui dispose <a href="#">d'une plateforme cartographique</a> . Après l'analyse et la compilation des données, des alertes sont diffusées immédiatement lorsque les rapports sont sérieux et nécessitent une réponse immédiate. Il existe également des rapports mensuels qui résument les incidents et les tendances les plus notables et fournissent un examen graphique de tous les incidents enregistrés chaque mois. D'autres rapports ont été élaborés, notamment les rapports d'analyse du potentiel de conflit, qui portent sur une période d'activité plus longue (4 mois à 1 an), ainsi que des rapports de recherche et des notes d'orientation.	<b>Timor-Oriental</b>	<a href="#">Lien</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Contre les récits néfastes diffusés en ligne (Afrique de l'Ouest)</b>			
<b>Plusieurs organisations</b>	<i>Bassiki Kalan Sô</i> est un projet au Mali qui a débuté en 2020, pour faire face à la propagation de récits de vengeance haineux en ligne. <i>Bassiki Kalan Sô</i> utilise <i>Facebook</i> et <i>WhatsApp</i> pour partager des vidéos et des messages de sensibilisation afin d'encourager les utilisateurs de réseaux sociaux à publier des contenus positifs en ligne et à s'abstenir de propager la haine. Hors ligne, le programme s'adresse également à d'autres membres du public, par exemple dans les communautés locales, où les gens sont sensibilisés à l'utilisation d'un discours pacifique, tolérant et rassembleur et à la nécessité d'éviter les discours incendiaires. Ce programme a touché de nombreux groupes dans les zones urbaines en utilisant les plateformes de réseaux sociaux et les communautés dans les zones rurales par le biais d'un engagement hors ligne.	<b>Sahel</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Initiative des femmes et des jeunes pour la justice et la paix (WAYJPI)</b>	Au Nigéria, l'organisation Initiative des femmes et des jeunes pour la justice et la paix (WAYJPI) mène un projet avec des jeunes et des femmes pour lutter contre les discours de haine en ligne. Ils utilisent <a href="#">le lexique nigérian de discours haineux</a> et travaillent avec des jeunes universitaires, qui passent généralement une grande partie de leur temps sur les réseaux sociaux. Guidés par le lexique, ils surveillent les principaux termes haineux, enregistrent le volume de ces termes au fil du temps, puis signalent les messages utilisant ces termes et les signalent aux entreprises de médias sociaux. Ils s'engagent ensuite auprès des utilisateurs de médias sociaux qui utilisent ces termes et les informent de la nature haineuse et intolérante de ces termes et de leur potentiel de violence. Grâce à cette approche, le projet a reçu des excuses d'utilisateurs en ligne qui ont inclus des termes haineux dans leurs messages, déclarant qu'ils ne savaient pas à quel point ces termes étaient dangereux, avant d'en être informés.	<b>Nigéria</b>	<a href="#">Lien</a> <sup>*57</sup>
<b>Le Centre pour la technologie et le développement (CITAD)</b>	<i>Le Centre pour la technologie et le développement (CITAD)</i> au Nigeria, a mené une étude sur l'utilisation de discours haineux relatifs au genre notamment sur les femmes impliquées dans la gouvernance et les processus politiques au Nigeria en 2019. L'étude a généré un glossaire de mots, termes et phrases offensants ou haineux sur les femmes et les filles au Nigeria. L'objectif de cette ressource était de créer une prise de conscience sur la question des discours de haine fondés sur le genre ; en particulier sur la façon dont ils entravent la participation des femmes à la politique. Depuis, le CITAD utilise cette recherche pour surveiller la haine en ligne et utilise les résultats pour plaider en faveur de politiques qui peuvent aider à résoudre ce problème. Le CITAD travaille également avec <i>les étudiants pour la paix (S4P)</i> dans diverses institutions d'enseignement supérieur à travers le pays pour les former sur la façon de traiter les discours de haine et la violence en ligne contre les femmes sur le campus, les communautés voisines et les espaces en ligne.	<b>Nigéria</b>	<a href="#">Lien 1</a> <a href="#">Lien 2</a>

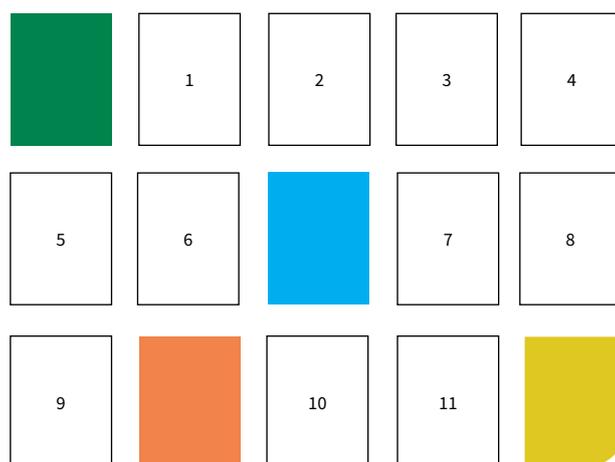
57 \*Ce lien n'appartient pas au site web de WAYJPI. Il est inclus ici à la place d'un site web officiel ou d'une présence sur les médias sociaux lorsque ces deux éléments ne sont pas disponibles en ligne ou facilement accessibles.

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Conseil national de régulation de l'audiovisuel - Haut Conseil de l'Audiovisuel du Sénégal (HCA)</b>	Au Sénégal, le <i>Conseil national de régulation de l'audiovisuel</i> , qui est l'organe de régulation des médias dans le pays, recueille les rapports du public sur les fausses informations et la désinformation. Le public peut signaler au Conseil les cas de fausses informations dont il est témoin dans les médias locaux. Dans de tels cas, des mesures disciplinaires sont prises à l'encontre des stations de médias locales qui diffusent ces informations et, dans les cas les plus graves, elles peuvent perdre leur licence de diffusion. Les agences de régulation des médias sont communes à différents pays et peuvent être gérées par le gouvernement ou par des acteurs indépendants. La réglementation du contenu de l'Internet relève généralement du mandat de ces organismes de réglementation. Par exemple, au Sénégal, bien qu'une partie du contenu soit partagée sur des plateformes de réseaux sociaux appartenant à des sociétés étrangères qui ont leurs propres politiques et réglementations, le contenu relève également du mandat du Haut Conseil de l'Audiovisuel du Sénégal (HCA). Le HCA vise, entre autres, à assurer, dans le respect de la préservation des identités culturelles, l'objectivité et le respect d'un équilibre dans le traitement de l'information véhiculée par les médias audiovisuels ;	<b>Sénégal</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Interpeace</b>	En Côte d'Ivoire, <i>Interpeace</i> a identifié des groupes de jeunes qui entreprenaient des activités de consolidation de la paix dans leurs communautés et les a formés aux outils technologiques et aux approches de consolidation de la paix. Les groupes de jeunes ont ensuite identifié les défis qu'ils souhaitaient relever dans leurs communautés et l'un d'entre eux a créé une cellule chargée de vérifier les informations erronées et la désinformation en ligne. Le groupe de jeunes a également formé des personnes à différentes techniques de vérification et a établi un lien entre les chefs et les anciens de la communauté qui étaient hors ligne pour identifier les modèles de désinformation en ligne et hors ligne. Les chefs et les anciens contribuent également à stopper la propagation de la désinformation et de la désinformation hors ligne. L'objectif est de prévenir la violence politique en identifiant les récits néfastes liés à la désinformation, en alertant le réseau cellulaire établi et en prenant des contre-mesures pour freiner la diffusion de l'information.	<b>Côte d'Ivoire</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP)</b>	Au Sénégal, <i>WANEP</i> dispose d'un système d'alerte pour surveiller les discours haineux. Lorsque des contenus haineux apparaissent en ligne et sont identifiés par le système, les membres de l'équipe reçoivent une alerte indiquant qu'un terme clé particulier ou un récit intolérant est apparu en ligne. L'équipe remonte ensuite cette information aux organismes gouvernementaux compétents pour qu'ils interviennent. Ce système surveille la haine en ligne mais fonctionne également comme un système d'alerte précoce, car dans certains cas, le discours de haine peut être un précurseur de la violence. Parallèlement au système, des activistes sensibilisent les gens aux dangers des discours incendiaires, notamment dans les contextes où ces discours sont tenus par des politiciens.	<b>Sénégal</b>	<a href="#">Lien</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Contre les récits néfastes diffusés en ligne (au niveau mondial)</b>			
<b>#jagärhär (utilisateurs des réseaux sociaux)</b>	#jagärhär est un mouvement social qui utilise le contre-discours pour contrer les discours de haine. Il a débuté en Suède, en 2016, sous la forme d'un groupe Facebook où les membres luttent ensemble contre la haine et les menaces, le racisme, le sexisme, l'homophobie & la funkophobie, etc. sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, 150 000 personnes à travers l'Europe agissent chaque jour de l'année sur les médias sociaux contre la cyber haine et la désinformation pour contrer la haine, protéger les personnes vulnérables et inspirer davantage de personnes à se lever et à défendre les droits de l'homme et la liberté d'expression. Les membres de #jagärhär (qui signifie « Je suis là ») recherchent la haine dans les fils de commentaires d'articles de journaux publiés sur Facebook, puis y répondent ensemble, en suivant un ensemble de règles strictes, dont celle de garder un ton respectueux et non condescendant et de ne jamais répandre de préjugés ou de rumeurs. Pour décider du discours à contrer, le groupe utilise le concept juridique suédois de discours de haine. Les membres répondent aux commentaires, puis « like » les commentaires des autres, ce qui les fait remonter en tête du fil des commentaires, car Facebook classe les commentaires sur les pages publiques en fonction des interactions (« les likes » et réponses). <sup>24</sup> Il s'agit d'une caractéristique essentielle du modèle de #jagärhär : ils utilisent le système de Facebook pour amplifier leurs propres commentaires civils, fondés sur des faits, et enterrer les commentaires haineux ou xénophobes au bas du fil des commentaires, ce qui réduit les chances que les autres les voient.	<b>Suède/ Europe au sens large</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Elfes lituaniens</b>	Il y a cinq ans, la population lituanienne a pris conscience de l'ampleur de la propagande russe pendant le conflit en Ukraine. Quelques individus ont commencé à s'organiser sur les plateformes de réseaux sociaux pour contrer les discours de haine et la propagande pro-russe et le groupe a commencé à prendre de l'ampleur. Il comprend désormais des hommes d'affaires, des universitaires, des étudiants, des membres de la société civile, essentiellement des citoyens ordinaires, et s'appelle Les Lutins Numériques. Les lutins font le tour des réseaux sociaux, en coordonnant leurs actions via Facebook ou Skype pour démasquer les faux comptes. Au cours d'une journée bien remplie, les lutins signalent jusqu'à 10 ou 20 comptes diffusant de la propagande et de la haine et les font disparaître. Ils collaborent avec d'autres acteurs, tels que Debunk.eu, qui s'emploient à démasquer les fausses informations et sont actifs en ligne pour appuyer ces efforts lors d'événements politiques ou sociaux clés susceptibles de déclencher des discours de haine et de désinformation. La stratégie utilisée par les lutins consiste à diversifier les compétences de ses membres : certains démasquent de fausses informations tandis que d'autres mènent des campagnes en ligne de « blâme et de honte » contre les trolls pro-russes, d'autres encore signalent les comptes diffusant de la haine, etc. Cette stratégie permet à une seule personne de ne pas être dépassée par les événements, mais de coordonner ses activités avec d'autres et d'aborder le problème sous plusieurs angles.	<b>Lituanie</b>	<a href="#">Lien</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Médiation Numérique (Afrique de l'Ouest)</b>			
<b>Build Up</b>	En 2020, <i>Build Up</i> a mené un processus complet de recherche participative au Burkina Faso sur les facteurs de conflit et de résilience via WhatsApp. Cela a impliqué des consultations avec les principales parties prenantes, des ateliers d'analyse, la formation et l'appui des équipes d'enquêteurs qui ont parlé à plus de 2000 Burkinabè dans les 6 régions du pays. Au début, l'équipe a organisé une consultation numérique avec 40 groupes de la société civile et des représentants du gouvernement pour élaborer un questionnaire de recherche basé sur leurs priorités. Obtenir l'accord de 40 parties prenantes différentes sur un questionnaire de recherche permettant d'aborder des sujets sensibles s'est avéré assez difficile au début en raison des différents points de vue et agendas. <i>Build Up</i> a décidé de mener ce processus sous forme de médiation numérique afin de parvenir à un consensus sur le questionnaire. L'équipe du projet avait prévu d'organiser un atelier de deux jours en personne pour cette étape initiale, mais l'a déplacé vers une consultation de huit jours sur WhatsApp. En raison de l'ampleur de ce travail, il y avait toujours 2 ou 3 facilitateurs pour analyser les données, rassembler les documents et assurer le bon déroulement du processus. En fin de compte, le processus a permis d'envoyer et de recevoir plus de 10 000 messages au cours des 8 jours et est parvenu à un consensus sur les facteurs de conflit et de résilience au Burkina Faso, qui a servi de base à l'élaboration du questionnaire final.	<b>Burkina Faso</b>	<a href="#">Lien</a>
<b>Médiation Numérique (au niveau mondial)</b>			
<b>Le Dialogue de Donbass</b>	Le Donbass Dialogue (DD) est une plateforme de dialogue virtuel innovante créée en avril 2015 par trois personnes déplacées de la ville de Donetsk (zones non contrôlées par le gouvernement) qui ont déménagé à Svyatohorsk (zones sous contrôle gouvernemental) dans l'est de l'Ukraine. La plateforme cherche à reconnecter les membres de communautés divisées au milieu d'un conflit en cours en utilisant une méthodologie sophistiquée de <i>crowdsourcing</i> qui identifie les questions d'intérêt commun. Les principales questions sont ensuite abordées plus en détail lors d'un « dialogue hors ligne » d'une semaine, qui a lieu deux fois par an. Le « dialogue hors ligne » est mené à l'aide d'un service talk DD de nouvelle génération basé sur la technologie pair à pair (WebRTC), qui permet une connexion anonyme sans autorisation préalable et crée ainsi un espace apparemment « sûr » pour tous les participants au dialogue, où qu'ils se trouvent physiquement. Les participants au DD sont des représentants de la communauté et de la société civile, des personnes déplacées, des volontaires, des experts et d'autres personnes qui pensent que le dialogue avec « l'autre partie » - même pendant un conflit armé actif - est une condition préalable à la construction d'une paix durable. Depuis avril 2015, sept dialogues de ce type ont eu lieu, et le DD compte désormais plus de 400 membres dans sa communauté virtuelle.	<b>Ukraine</b>	<a href="#">Lien 1</a> <a href="#">Lien 2</a> <a href="#">Lien 3</a>

ORGANISATION	DÉFINITION DU PROGRAMME MONDIAL	PAYS	LIEN
<b>Centre pour le Dialogue Humanitaire (DH)</b>	<p>Le Centre pour le dialogue humanitaire (DH) a mené des processus de médiation numérique en Libye visant à relancer le processus politique après plus d'un an de guerre et après plusieurs années de divisions et de conflits parlementaires. Le DH a assuré la médiation de six sessions informelles électroniques qui appuyaient un processus de paix officiel mené par les Nations unies en Libye. Quatre de ces sessions ont eu lieu entre les membres de la Chambre des représentants en Libye. Ils réunissaient les membres sur Zoom pour discuter des questions relatives à la reprise du processus de paix et des pourparlers et assuraient la médiation de ces sessions. Grâce à une plateforme de conférence Web comme Zoom, le DH a pu gérer les participants, par exemple en indiquant leur nom, en levant la main, en coupant les bruits de fond, en les répartissant en groupes, etc. Ces réunions Zoom ont complété certaines sessions hors ligne que le DH avait facilitées avant la survenue de COVID-19. Elles ont également complété certaines des relations que le DH avait tissées au cours de ses 10 années de travail en Libye.</p>	<b>Libye</b>	<a href="#">Lien 1</a>
<b>Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (UNMISS)</b>	<p>En 2018, un accord de partage du pouvoir a été signé au Soudan du Sud, cependant, la mise en œuvre de l'accord a été extrêmement lente en raison des désaccords entre les partis politiques et au prix de vies humaines en raison du conflit en cours. En réponse à cette situation, la <i>Mission des Nations Unies au Sud-Soudan (MINUSS)</i> a lancé un processus de médiation hors ligne pour tous les partis politiques, appelé forum des partis politiques (FPP). C'était la première fois que des partis politiques étaient réunis dans une même salle dans un cadre non opposant, ce qui a provoqué des tensions dans la salle. Cependant, les participants ont apprécié ce forum et ont voulu le poursuivre car ils ont apprécié les canaux de discussion ouverts dans la salle. Lorsque la pandémie a frappé et que le gouvernement a imposé des restrictions sur les rassemblements, la capacité de la MINUSS à poursuivre son travail de médiation et d'engagement a été réduite.</p> <p>Sur la base de l'élan que la MINUSS avait pris avec ces FPP et compte tenu des défis liés à la pandémie, la MINUSS a transféré le processus en ligne. Elle a utilisé Microsoft Teams. Certains participants ont dû recevoir des forfaits Internet pour faciliter leur accès. La plupart des participants utilisaient leur téléphone portable pour participer au processus. La MINUSS a poursuivi ces processus de médiation numérique pendant trois mois. Grâce à l'appui de la MINUSS, les partis politiques ont réussi à renforcer la capacité de leurs représentants à utiliser la visioconférence comme outil de participation aux processus de médiation numérique, aux sessions de dialogue au sein du parti et aux formations. Cela a également généré un climat d'échange positif tant entre les partis qu'avec la MINUSS.</p>	<b>Soudan du sud</b>	<a href="#">Lien</a>



## PHOTO CREDITS FRONT COVER

1. Gratuite
2. KC Nwakalor pour les Communications Digitales de Développement de l'USAID
3. TV Sense/PSI
4. Gratuite
5. CTA ACP-EU
6. Institut Kalu
7. ECONEC, avril 2021, Cabo Verde (Photographe, Raouf Salami
8. UNESCO Toujours
9. Gratuite
10. Jennifer A. Patterson ILO
11. ECONEC, avril 2021, Cabo Verde (Photographe, Raouf Salami





ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO

101 Yakubu Gowon Crescent  
Asokoro District · P.M.B. 401  
Abuja · Nigeria